

3 Compétences des immigrants et intégration sur le marché du travail

Des compétences et une intégration réussie sur le marché du travail sont essentielles à la participation des immigrants à la vie économique du pays d'accueil. Les compétences et les qualifications des immigrants sont en effet des indicateurs de leur capacité à s'intégrer dans la société d'accueil. L'emploi est souvent considéré comme l'indicateur le plus important du processus d'intégration. Toutefois, si l'accès à l'emploi est important, la qualité des emplois compte aussi beaucoup dans la façon dont les immigrants parviennent à trouver leur place dans la société.

Le présent chapitre examine le niveau d'études des immigrants (indicateur 3.1), leur participation à la formation continue (3.2), leur maîtrise de la langue du pays d'accueil (3.3) et leurs résultats sur le marché du travail (3.4 et 3.5). Il présente les indicateurs de l'exclusion du marché du travail (indicateurs 3.6 et 3.7) et étudie diverses caractéristiques des emplois des immigrants : types de contrats (indicateur 3.8), temps de travail (3.9 et 3.10) et niveau de qualification des emplois (3.11). Il analyse enfin le déclassement professionnel des immigrants (indicateur 3.12) et leur recours au travail indépendant (3.13).

En bref

Les immigrants récents ont un meilleur niveau d'études que les cohortes précédentes

- Dans les pays où l'immigration de travail est importante, comme les pays d'installation, les immigrants ont un niveau d'études supérieur aux natifs. En revanche, plus d'un tiers des immigrants dans l'UE (35 %) sont peu instruits, contre un natif sur cinq (20 %).
- Ces dix dernières années, la proportion d'immigrants très instruits a augmenté dans tous les pays, sauf au Mexique.
- Le très faible niveau d'instruction (scolarité interrompue avant la fin du premier cycle du secondaire) pose particulièrement problème en termes d'intégration. La part des immigrants ayant un niveau d'études très faible dans l'UE est environ trois fois supérieure à celle des natifs. Aux États-Unis, 84 % des individus très peu instruits en âge de travailler sont des immigrants.
- La formation des adultes aide les immigrants à combler l'écart avec les natifs en termes d'éducation formelle. Les immigrants suivent moins souvent que les natifs une telle formation dans la plupart des pays d'Europe, bien que l'écart ne soit pas si marqué dans la moitié d'entre eux. Ces écarts se sont creusés dans environ la moitié des pays au cours des années 2010.
- Dans l'UE, 62 % des immigrants déclarent avoir une bonne maîtrise de la langue de leur pays d'accueil, contre 72 % en Australie et aux États-Unis et 50 % en Corée. Ces parts sont plus importantes en Europe centrale, au Portugal, en Espagne et dans les pays anglophones, mais plus faibles à Malte, à Chypre, en Estonie, en Lettonie, aux Pays-Bas et en Finlande.
- Les immigrants installés dans l'UE déclarent avoir une bonne maîtrise de la langue près de deux fois plus souvent que les immigrants récents (40 % des récents et 70 % des installés). Aux États-Unis, cette augmentation liée à la durée de séjour est plus faible (63 % et 74 %). La participation à des cours de langue augmente de 2 points de pourcentage la probabilité de développer une bonne maîtrise de la langue parmi les immigrants arrivés avec un niveau de langue au moins intermédiaire.

Le taux d'emploi des immigrants a progressé ces dix dernières années et la pandémie de COVID-19 n'a pas eu d'effets durables

- Le taux d'emploi des immigrants a augmenté au cours de la dernière décennie dans la majorité des pays. Si, en Europe, les immigrants restent moins susceptibles d'occuper un emploi que les natifs, leur taux d'emploi est plus élevé dans la plupart des pays non européens de l'OCDE.
- Le taux de chômage de la population née à l'étranger est supérieur à celui de la population née dans le pays dans quatre pays sur cinq et deux fois plus élevé dans l'ensemble de l'UE. Les écarts sont moins marqués en dehors de l'Europe. Les études supérieures constituent partout un rempart contre le chômage, bien que les immigrants hautement qualifiés soient davantage touchés que leurs pairs nés dans le pays. Si les immigrants ayant un niveau d'études élevé affichaient le même taux d'emploi que leurs homologues nés dans le pays, l'UE disposerait de plus d'1 million de travailleurs hautement qualifiés supplémentaires.
- Malgré une forte hausse au début de la pandémie de COVID-19, le chômage a reculé ces dix dernières années dans la plupart des pays aussi bien chez les personnes nées à l'étranger que nées dans le pays. De même, les taux d'emploi ont retrouvés leurs niveaux d'avant la pandémie.

De nombreux immigrants redoutent d'être exclus du marché du travail

- Dans la quasi-totalité des pays, la crainte de perdre son emploi est plus marquée chez les immigrants que chez les personnes nées dans le pays.

- Dans près de la moitié des pays de l'UE, les immigrés sont plus susceptibles que les personnes nées dans le pays d'être en situation de chômage de longue durée. En dehors de l'UE, le chômage de longue durée touche ces deux catégories de population dans les mêmes proportions.
- De nombreux immigrés souhaitent travailler mais ne recherchent pas activement un emploi. L'inactivité subie, qui est plus fréquente parmi les personnes nées à l'étranger que parmi celles nées dans le pays, a progressé ces dix dernières années, et ce de façon plus marquée chez les premiers dans l'UE, mais pas en dehors de l'UE.
- Le travail indépendant est une solution permettant d'éviter aux immigrés d'être exclus du marché du travail. Dans deux tiers des pays, les immigrés travaillent plus à leur compte que les natifs. Dans l'ensemble, 30 % de ceux qui travaillent à leur compte déclarent ne pas avoir d'autre choix, contre 20 % des travailleurs indépendants nés dans le pays.

Les emplois temporaires et le temps partiel subi concernent plus les immigrés

- Les immigrés sont plus susceptibles d'occuper des emplois temporaires dans les pays européens et asiatiques, mais cela n'est en général pas le cas dans les pays d'installation et les pays d'Amérique latine membres de l'OCDE. L'écart entre les travailleurs nés à l'étranger et les travailleurs nés dans le pays se réduit de plus de la moitié après 10 années de résidence dans l'UE, et se résorbe presque totalement dans la moitié des pays.
- Les immigrés travaillent plus à temps partiel dans la moitié des pays, surtout dans les pays d'Europe du Sud et les pays baltes, mais pas dans les pays où le travail à temps partiel est répandu chez les natifs, par exemple les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Autriche et la Suisse.

Trouver un emploi en adéquation avec ses compétences reste difficile

- Ces dix dernières années, le niveau de qualification des emplois des immigrés a progressé, ce qui a permis, dans un tiers des pays, de réduire l'écart avec les natifs. Mais 30 % des emplois peu qualifiés restent occupés par les immigrés dans l'UE, une part qui excède 50 % dans les pays germanophones, à Chypre, en Norvège et en Suède.
- Dans tous les pays, les immigrés diplômés du supérieur sont moins susceptibles d'occuper un emploi que leurs homologues nés dans le pays. Dans la quasi-totalité des pays, les actifs immigrés occupés sont aussi davantage susceptibles que les personnes nées dans le pays d'être déclassés. À l'échelle de l'UE, 47 % des immigrés diplômés du supérieur sont soit déclassés soit sans emploi, contre 30 % de leurs homologues nés dans le pays. Un diplôme délivré par le pays d'accueil réduit de 75 % l'écart de déclassement entre immigrés et personnes nées dans le pays dans l'ensemble de l'UE, et ce pourcentage est encore supérieur en Amérique du Nord, dans les pays germanophones, en France, au Royaume-Uni et en Suède.

Bien que mieux qualifiées, les femmes immigrées enregistrent souvent de moins bons résultats sur le plan professionnel que leurs homologues masculins

- Dans l'ensemble, les femmes immigrées dans l'OCDE et l'UE sont mieux qualifiées que leurs homologues masculins. Leur niveau d'études plus élevé ne se traduit cependant pas par de meilleurs résultats sur le marché du travail. Seules 57 % des femmes immigrées dans l'UE occupent un emploi contre 73 % de leurs homologues masculins et 65 % des femmes nées dans le pays. Les écarts entre hommes et femmes immigrés sont un peu plus faibles dans les pays d'installation, mais plus larges aux États-Unis, en Corée et dans les pays d'Amérique latine, bien plus que ceux observés chez les personnes nées dans le pays.
- Dans la plupart des pays, les femmes immigrées occupent aussi des emplois moins qualifiés que les natives. L'écart de niveau de qualification des emplois entre les femmes est surtout marqué en Europe du Sud et dans les pays européens d'immigration de longue date.
- Si les femmes nées à l'étranger sont autant susceptibles que les femmes nées dans le pays d'occuper des emplois à temps partiel, elles sont depuis dix ans de moins en moins nombreuses à travailler à temps partiel dans l'UE comme dans l'OCDE. Le temps partiel subi reste généralement très élevé chez les femmes immigrées, notamment pour des raisons familiales.

3.1. Niveau d'éducation

Contexte

Si une personne immigrée n'est pas forcément mieux intégrée dans la société d'accueil si elle possède un niveau d'études élevé, ses perspectives sur le marché du travail sont généralement plus favorables (voir les autres indicateurs ci-après).

La Classification internationale type de l'éducation (CITE) est ici regroupée en trois niveaux: i) faible, la scolarité n'a pas été au-delà du premier cycle de l'enseignement secondaire (niveaux 0-2 de la CITE) ; ii) moyen, deuxième cycle de l'enseignement secondaire et enseignement post-secondaire non supérieur (niveaux 3-4) ; et iii) élevé, enseignement supérieur (niveaux 5-8).

Plus d'un tiers des immigrés dans l'UE (35 %) ont un faible niveau d'études, soit quasiment le double de la part des personnes nées dans le pays (20 %). Cette part relativement importante est essentiellement imputable aux immigrés de pays tiers, dont 40 % ne possèdent qu'un faible niveau d'instruction dans l'UE, voire un chiffre plus élevé en Europe du Sud (sauf au Portugal) et en Allemagne. En dehors de l'Europe (à l'exception des États-Unis, du Japon et de la Corée), les personnes nées à l'étranger sont moins susceptibles que celles qui sont nées dans le pays d'avoir un faible niveau d'études, notamment en Amérique latine (sauf au Costa Rica). Dans l'OCDE, 19 % des personnes ayant achevé leur scolarité au primaire (très peu instruits) sont immigrés. Dans l'UE, la part des immigrés ayant un très faible niveau d'études est environ trois fois supérieure à celle des natifs. Si l'écart est généralement moins prononcé en dehors de l'Europe, les immigrés représentent 84 % des adultes d'âge actif très peu instruits aux États-Unis. Ils sont aussi moins susceptibles d'avoir un niveau d'études élevé dans l'UE. Toutefois, pour ce qui concerne la part des personnes très instruites, l'écart entre les immigrés et les personnes nées dans le pays est beaucoup plus faible (3 points de pourcentage). Dans les pays non européens, les immigrés affichent un niveau d'études plus élevé dans les pays d'installation, au Mexique, au Chili et en Türkiye.

La part d'individus très instruits a progressé dans tous les pays (sauf au Mexique) entre 2010 et 2020. Dans près de la moitié des pays, elle a augmenté plus fortement chez les immigrés que chez les natifs. La hausse a été plus prononcée chez les femmes. Dans l'ensemble, les femmes immigrées ont un niveau d'études plus élevé que les hommes, même si les écarts de genre sont plus faibles que chez les personnes nées dans le pays. Les immigrés récents sont plus instruits que les natifs et que les cohortes d'immigrés plus anciennes : 39 % étaient diplômés de l'enseignement supérieur en 2020 dans l'UE et 50 % dans l'OCDE, contre 25 % et 35 % respectivement dix ans plus tôt.

Dans l'UE et l'OCDE, plus de la moitié des immigrés ont obtenu leur diplôme supérieur à l'étranger. Dans les pays qui accueillent depuis longtemps de nombreux étudiants en mobilité internationale (France et pays d'installation par exemple) et dans ceux où les immigrés sont essentiellement arrivés enfants avant des changements de frontières (Croatie par exemple), la majorité de la population immigrée très instruite s'est formée dans le pays d'accueil. À l'inverse, aux États-Unis et dans les pays qui attirent de nombreux travailleurs étrangers (y compris au titre de la libre circulation), la plupart des immigrés très instruits ont fait leurs études à l'étranger. Les personnes très instruites nées dans l'UE, dont les diplômes sont plus facilement reconnus dans l'UE, sont plus souvent formés à l'étranger que leurs homologues de pays tiers.

Principaux résultats

- La part d'immigrés peu instruits dans l'UE est près de deux fois supérieure à celle des natifs. Dans l'UE, 20 % des personnes très peu instruites sont immigrées, contre 84 % aux États-Unis.
- Les immigrés récents ont un niveau d'études plus élevé que les cohortes précédentes quasiment partout : 39 % étaient diplômés de l'enseignement supérieur dans l'UE et 50 % dans l'OCDE en 2020, contre 25 % et 35 % respectivement en 2010. Ils sont en outre davantage susceptibles d'avoir un niveau d'études élevé que les personnes nées dans le pays.
- Dans l'UE et l'OCDE, plus de 50 % des immigrés ont obtenu leur diplôme supérieur à l'étranger.

3.2. Accès à la formation pour adultes

Contexte

La formation pour adultes permet aux immigrés de réaliser leur potentiel et de réduire l'écart avec les natifs en termes d'éducation formelle. Ils peuvent ainsi développer et actualiser leurs compétences et s'adapter à l'évolution du marché du travail, améliorant ainsi leurs perspectives d'emploi.

Cet indicateur, qui n'est disponible que pour les pays européens, mesure la part d'adultes qui, au cours des quatre semaines précédentes, ont participé à des formations, séminaires ou conférences ou suivi des cours privés en dehors du système éducatif ordinaire.

Dans la plupart des pays, les immigrés participent moins à la formation pour adultes que les personnes nées dans le pays, même si l'écart est souvent faible. C'est dans la plupart des pays nordiques, en Europe du Sud (sauf au Portugal) et en France que l'écart est le plus marqué. Les immigrés participent plus à la formation pour adultes que les natifs uniquement au Portugal et en Europe centrale et orientale. Dans environ trois pays sur cinq, la participation des immigrés à la formation pour adultes a augmenté ces dix dernières années, parallèlement à un recours général accru aux activités de perfectionnement et de recyclage des compétences, quoique dans une mesure moindre que chez les natifs. Les écarts de participation se sont même creusés dans environ la moitié des pays, même s'ils ont récemment diminué dans le sillage de la pandémie de COVID-19. Ils se sont beaucoup accentués au Portugal, en Pologne et en République tchèque, où les immigrés étaient déjà plus enclins à prendre part à la formation pour adultes.

Il se peut que la moindre participation des immigrés à la formation pour adultes soit associée à une méconnaissance des possibilités d'apprentissage ou à un défaut d'orientation, situations que connaissent davantage les groupes les plus vulnérables. Les femmes participent moins à la formation pour adultes dans la quasi-totalité des pays européens, bien que l'écart femmes-hommes soit plus marqué chez les natifs que chez les immigrés. Si le taux de participation des femmes est analogue dans les deux groupes dans l'UE, celui des hommes est légèrement plus faible parmi les immigrés que parmi les natifs.

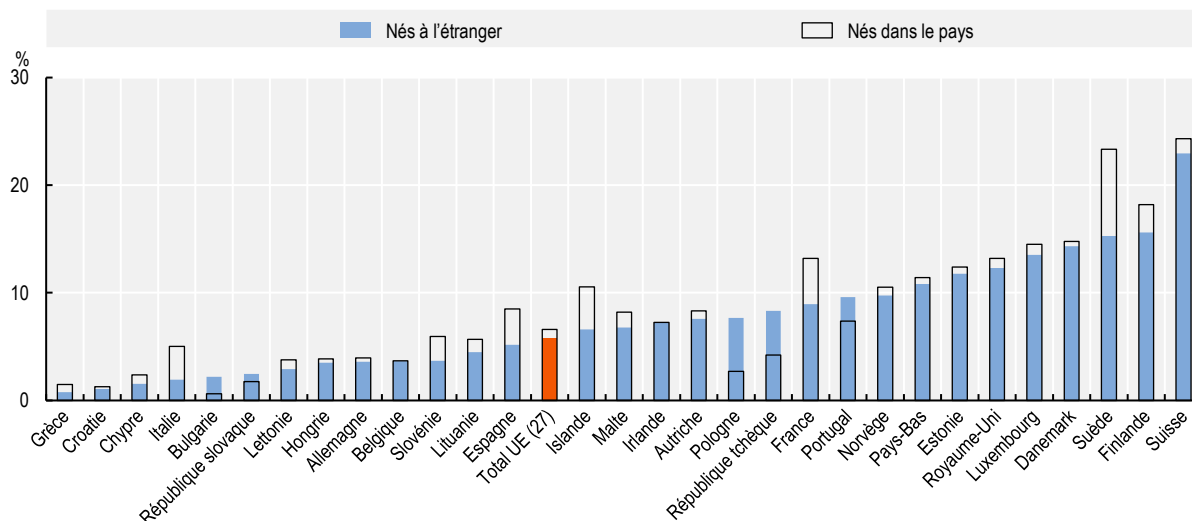
Les personnes peu instruites participent moins à la formation pour adultes que celles très instruites. Dans la plupart des pays, il n'y a généralement pas de gros écarts de participation entre les immigrés peu et moyennement instruits et leurs pairs nés dans le pays, tandis que les immigrés très instruits participent moins à la formation pour adultes que leurs pairs natifs. Dans environ la moitié des pays, notamment au Danemark et en Autriche, les immigrés peu instruits participent plus à des programmes de formation que leurs pairs nés dans le pays. La participation est plus élevée parmi certaines catégories vulnérables de la population immigrée, les nouveaux arrivants étant par exemple plus susceptibles que les natifs de suivre une formation dans deux pays sur trois. Ils sont également plus de deux fois plus susceptibles de le faire que les immigrés installés en Belgique, en Espagne et dans quelques pays ayant récemment accueilli un grand nombre de personnes pour raisons humanitaires (comme l'Allemagne et l'Autriche). Les immigrés récents participent toutefois moins à la formation pour adultes que les immigrés installés en Grèce, à Chypre, à Malte et en Suède. Le niveau de participation des immigrés est globalement le même selon qu'ils sont originaires ou non de l'UE, bien que celui des personnes ne venant pas de l'UE soit très inférieur en Suisse, dans les pays nordiques et en Europe centrale.

Principaux résultats

- Les immigrés participent moins que les personnes nées dans le pays à la formation pour adultes dans la plupart des pays, quoique dans la moitié d'entre eux l'écart ne soit pas si marqué.
- L'écart de participation à la formation pour adultes entre les immigrés et les natifs s'est creusé dans la moitié des pays ces dix dernières années, mais l'écart s'est réduit après le COVID-19.
- Il n'y a généralement pas d'écart de participation à la formation pour adultes entre les immigrés et les personnes nées dans le pays ayant un niveau d'études faible à moyen, et les nouveaux arrivants suivent en réalité davantage que les natifs une telle formation dans deux pays sur trois.

Graphique 3.3. Participation à la formation pour adultes

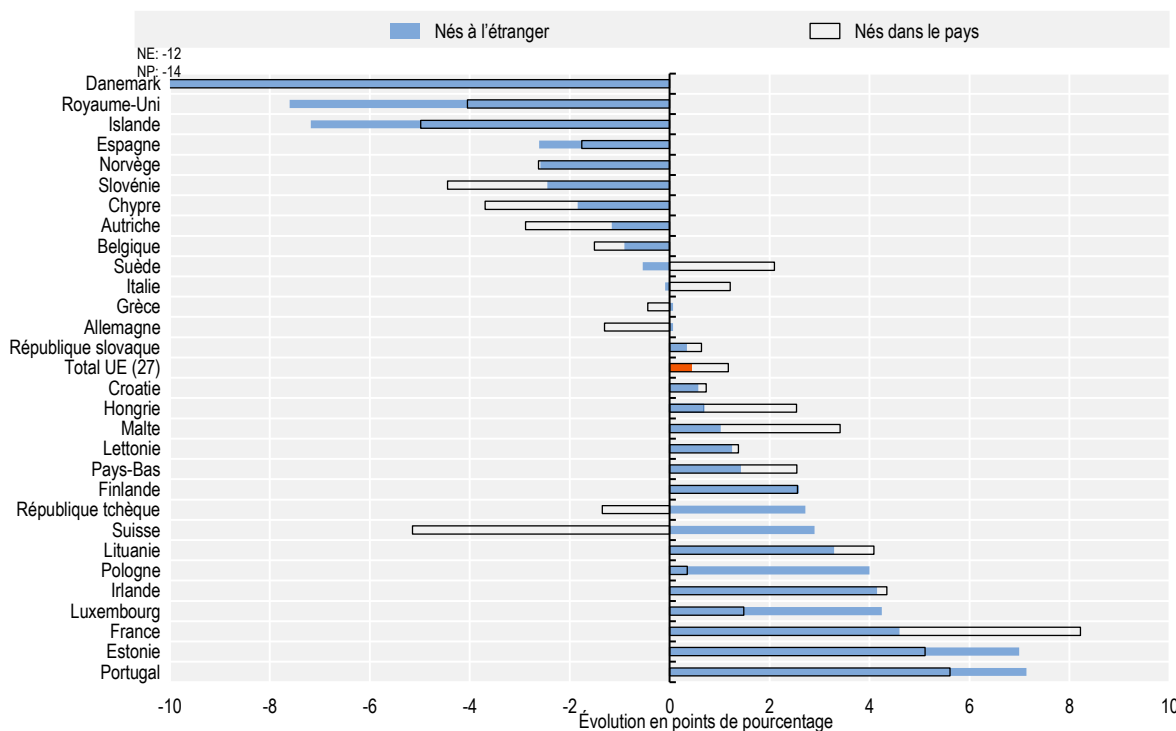
15-64 ans sortis du système éducatif ordinaire, 2020



StatLink <https://stat.link/mpe15w>

Graphique 3.4. Évolution de la participation à la formation pour adultes

15-64 ans sortis du système éducatif ordinaire, entre 2010 et 2020



StatLink <https://stat.link/ink2w>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

3.3. Maîtrise de la langue

Contexte

La maîtrise de la langue du pays d'accueil est la principale compétence que doivent acquérir les immigrés, car elle leur permet de participer pleinement à la société et au marché du travail.

Cet indicateur mesure la part des immigrés qui déclarent posséder des compétences avancées dans la langue principale du pays d'accueil, ou qui déclarent qu'il s'agit de leur langue maternelle.

Dans l'UE, 62 % des immigrés déclarent avoir une bonne maîtrise de la langue de leur pays d'accueil, contre 72 % en Australie et aux États-Unis et 50 % en Corée. Ces proportions sont plus importantes dans les pays d'immigration anglophones et dans les pays où de nombreux immigrés sont des locuteurs natifs de la langue du pays d'accueil (ex. Croatie, Hongrie, Portugal et Espagne). À titre de comparaison, moins de la moitié des immigrés déclarent maîtriser la langue du pays d'accueil à Malte, à Chypre, en Estonie, en Lettonie, aux Pays-Bas et en Finlande.

Entre 2014 et 2021, la maîtrise par les immigrés de la langue du pays d'accueil a reculé dans deux tiers des pays. Dans l'UE, la part d'immigrés déclarant avoir une bonne maîtrise de la langue a reculé de 3 points de pourcentage. Cette baisse tient en partie à l'augmentation du nombre de nouveaux arrivants, bien que ces derniers ont au final en 2021 un meilleur niveau de langue qu'en 2014. À l'inverse, aux États-Unis, la proportion d'immigrés maîtrisant l'anglais a augmenté de 6 points de pourcentage, voire plus parmi les immigrés récents. La maîtrise de la langue s'améliore généralement proportionnellement au temps passé dans le pays. Dans l'UE, 7 immigrés installés sur 10 environ déclarent avoir une bonne maîtrise de la langue du pays d'accueil – près de deux fois plus que parmi les immigrés récents (4 sur 10). Cette tendance est moins visible aux États-Unis, où les immigrés récents sont plus nombreux à bien maîtriser l'anglais et où l'augmentation de la maîtrise de la langue liée à la durée du séjour est plus faible (63 % pour les immigrés récents contre 74 % pour les immigrés installés).

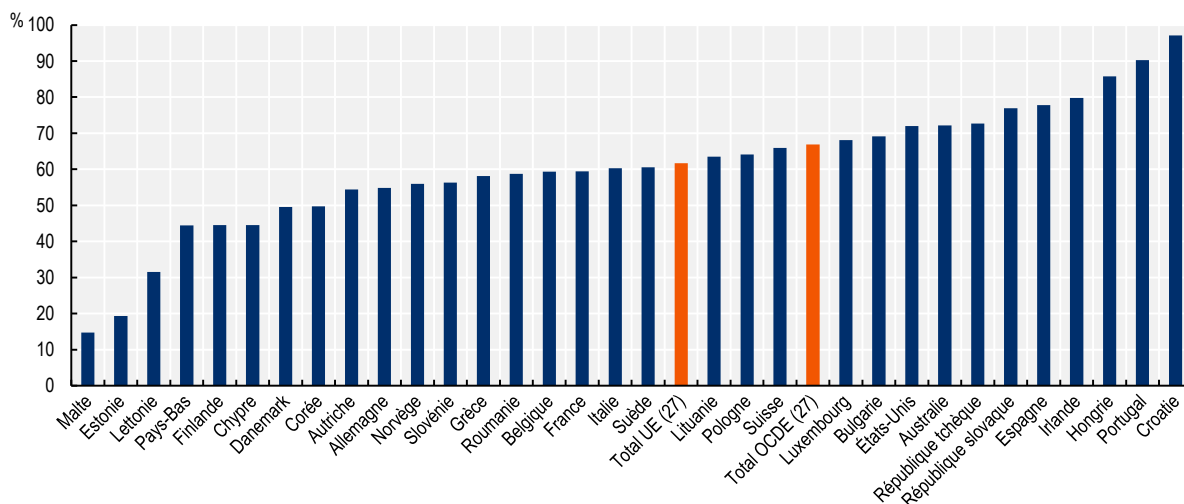
Parmi les immigrés qui ont indiqué être arrivés dans un pays de l'UE avec au mieux un niveau intermédiaire dans la langue du pays d'accueil, 50 % des débutants et 70 % des personnes ayant un niveau intermédiaire atteignent un niveau de compétence avancé après un séjour d'au moins cinq ans. La participation à des cours de langue peut faciliter l'apprentissage et augmente de 2 points de pourcentage la probabilité de développer une bonne maîtrise de la langue – après prise en compte des caractéristiques sociodémographiques (âge, niveau d'études, genre, origine intra ou extracommunautaire), des caractéristiques liées à l'immigration (durée du séjour, motif, maîtrise initiale de la langue), et des différences entre pays d'accueil. À l'échelle de l'UE, près de trois cinquièmes des immigrés indiquant avoir besoin d'une formation en langue ont pris des cours depuis leur arrivée, une proportion qui a baissé dans environ deux tiers des pays depuis 2014. Au sein de l'UE, la proportion de personnes nées dans l'UE qui déclarent avoir une bonne maîtrise de la langue de leur pays d'accueil est supérieure de 10 points de pourcentage à celle de leurs homologues nés en dehors de l'UE, qui ont souvent une moins bonne maîtrise de la langue à leur arrivée et un niveau d'instruction inférieur.

Principaux résultats

- Dans l'UE, 62 % des immigrés déclarent avoir une bonne maîtrise de la langue de leur pays d'accueil, contre 72 % en Australie et aux États-Unis et 50 % en Corée.
- Au sein de l'UE, les immigrés installés sont près de deux fois plus susceptibles que les immigrés récents de déclarer maîtriser la langue du pays d'accueil (40 % pour les immigrés récents contre 70 % pour les immigrés installés). Aux États-Unis, l'augmentation de la maîtrise de l'anglais liée à la durée du séjour est beaucoup plus faible (63 % contre 74 %).
- La participation à des cours de langue augmente de 2 points de pourcentage la probabilité de développer une bonne maîtrise de la langue pour les immigrés qui ont au mieux un niveau intermédiaire dans la langue du pays d'accueil à leur arrivée.

Graphique 3.5. Bonne maîtrise de la langue du pays d'accueil

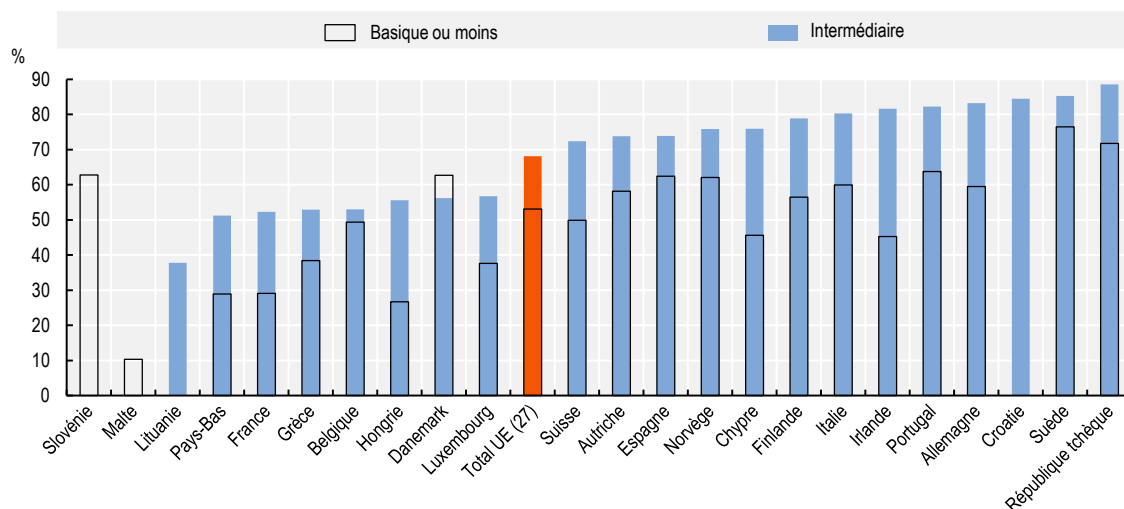
Immigrés âgés de 15 à 64 ans, 2021



StatLink  <https://stat.link/aetj74>

Graphique 3.6. Pourcentage d'immigrés ayant une bonne maîtrise de la langue du pays d'accueil et qui avait au mieux une maîtrise intermédiaire avant la migration

Immigrés âgés de 15 à 64 ans qui résident dans le pays depuis au moins cinq ans, 2021



StatLink  <https://stat.link/muk2nr>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

3.4. Emploi et activité

Contexte

L'emploi est la principale source de revenu des immigrés et facilite leur intégration dans la société.

Le taux d'emploi est la part des 15-64 ans qui, durant la semaine de référence, ont travaillé pendant au moins une heure, ou avaient un emploi dont ils étaient temporairement absents (définition du BIT). Le taux d'activité est la part d'actifs (occupés et sans emploi) dans la population âgée de 15-64 ans.

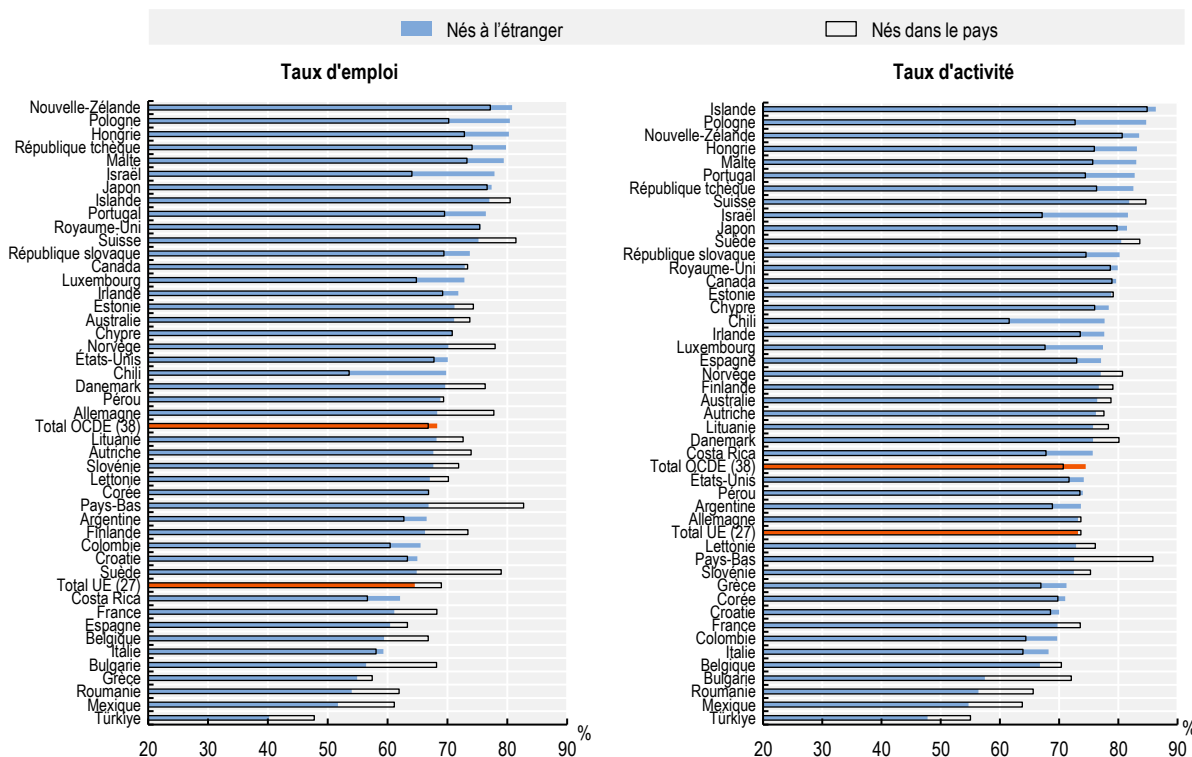
Dans l'ensemble de l'UE, 65 % des immigrés occupent un emploi, par rapport à 69 % des personnes nées dans le pays. Ils sont majoritairement pourvus d'un emploi dans tous les pays, à l'exception notable de la Türkiye, où le taux d'emploi des personnes nées à l'étranger et des personnes nées dans le pays est inférieur à 50 %. Les personnes nées à l'étranger affichent des taux d'emploi particulièrement élevés, atteignant plus de 70 % dans les pays d'installation, dans les destinations anciennes comptant principalement des personnes nées dans l'UE, et dans certains pays d'Europe centrale accueillant un nombre croissant de travailleurs immigrés, comme la Pologne et la Hongrie. Au total, la population née à l'étranger représentait 13 % des actifs occupés dans l'UE comme dans l'OCDE en 2021, contre 11 % en 2011. Dans la plupart des pays d'immigration de longue date en Europe, ainsi que dans les pays nordiques, le taux d'emploi est supérieur chez les personnes nées dans le pays que chez celles nées à l'étranger. L'écart est très marqué dans les pays nordiques (à l'exception de l'Islande) et dans les pays européens d'immigration où les populations immigrées sont principalement extra-communautaires. En revanche, les immigrés sont plus susceptibles d'occuper un emploi en dehors de l'Europe (sauf en Australie, au Canada, en Corée et au Mexique), en particulier au Chili et en Israël, où les taux d'emploi des immigrés dépassent d'au moins 14 points de pourcentage ceux des personnes nées dans le pays.

Le taux d'activité des immigrés est généralement supérieur à celui des natifs dans les pays ayant récemment accueilli de nombreux travailleurs étrangers, comme les pays d'Europe méridionale, centrale et orientale, ainsi que la plupart des pays où les immigrés viennent majoritairement de l'UE. À de rares exceptions près, le taux d'activité des immigrés est plus élevé que celui des natifs à l'extérieur de l'Europe aussi, notamment en Amérique latine (sauf Mexique) et en Israël. C'est l'inverse qui prévaut pour la plupart des pays européens d'immigration de longue date et les pays nordiques, en raison principalement de niveaux d'inactivité comparativement élevés chez les femmes immigrées. Le risque d'inactivité est plus élevé chez les immigrés que chez les natifs, de 17 points de pourcentage aux Pays-Bas et d'environ 9 points en France et en Belgique. Le taux d'activité des immigrés est aussi inférieur à celui des natifs dans les pays baltes, où de nombreuses personnes nées à l'étranger en âge de travailler approchent de la retraite.

Au début de la pandémie de COVID-19, les immigrés ont connu une très forte baisse de leur taux d'emploi, suivie d'un rebond particulièrement vigoureux en 2021. En conséquence, le taux d'emploi des immigrés, comme celui des personnes nées dans le pays, a aujourd'hui quasiment retrouvé son niveau d'avant COVID-19. Alors que les pays se sont relevés de la crise qui avait frappé le marché du travail à la suite de la Grande récession de 2007-08, le taux d'emploi des immigrés a progressé de 4 points de pourcentage dans l'UE et celui des natifs de 6 points au cours des dix dernières années. L'emploi des personnes nées dans le pays a augmenté dans presque tous les pays, tandis que l'emploi des immigrés a progressé dans plus de quatre pays sur cinq. Dans les pays d'Europe centrale et orientale qui ont récemment accueilli des effectifs importants de travailleurs immigrés, dans la plupart des pays anglophones de l'OCDE et au Danemark, la hausse a été plus prononcée chez les immigrés que chez les natifs. Par conséquent, les immigrés ont comblé ou, comme en Pologne et en Croatie, inversé l'écart de taux d'emploi avec les natifs. En revanche, l'emploi des personnes nées dans le pays a augmenté plus fortement dans les pays européens d'immigration de longue date comme les Pays-Bas, l'Allemagne et les pays baltes. Le niveau d'emploi des immigrés ne s'est dégradé que dans quelques pays, notamment en Corée, en Türkiye et en Grèce. Dans le même temps, l'emploi des personnes nées dans le pays a légèrement augmenté ou est resté stable dans ces deux derniers pays, venant creuser l'écart avec les immigrés.

Graphique 3.7. Taux d'emploi et taux d'activité

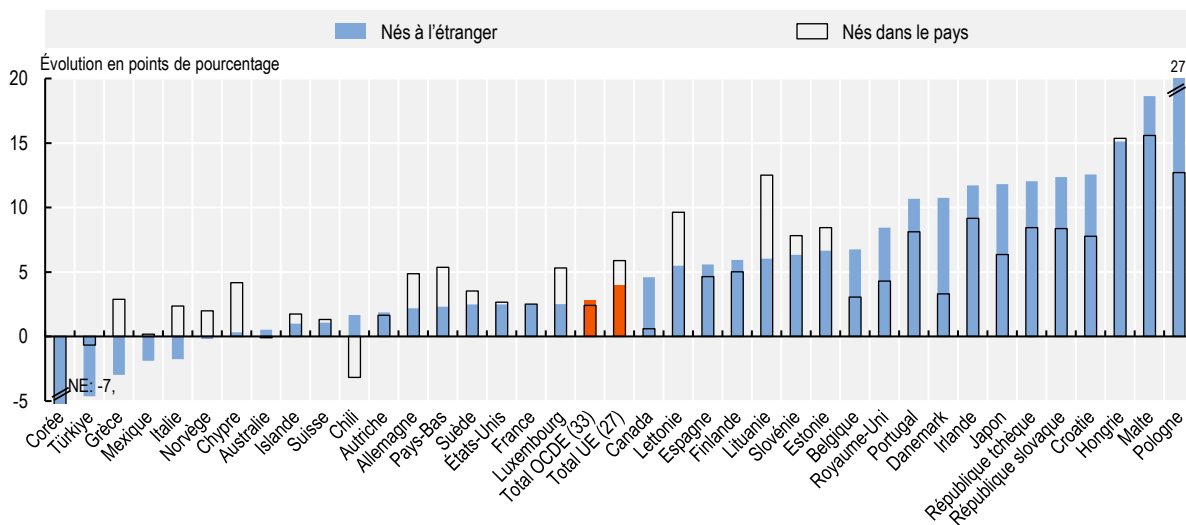
15-64 ans, 2021



StatLink <https://stat.link/259mis>

Graphique 3.8. Évolution des taux d'emploi

15-64 ans, entre 2011 et 2021



StatLink <https://stat.link/p3wcf>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

Les écarts hommes-femmes de taux d'emploi sont plus importants pour les immigrés que pour les natifs dans presque tous les pays. Seules 57 % des femmes immigrées dans l'UE exercent un emploi contre 73 % de leurs homologues masculins et 65 % des femmes nées dans le pays. Les écarts entre hommes et femmes immigrés sont légèrement plus faibles dans les pays d'installation, mais plus larges aux États-Unis, en Corée et dans les pays d'Amérique latine. Dans l'UE, le taux d'emploi des personnes nées dans l'UE est supérieur de 3 points de pourcentage à celui de celles nées dans le pays. Les niveaux d'emploi des immigrés de pays tiers sont nettement inférieurs dans les deux tiers des pays. L'écart avec les natifs est d'au moins 10 points de pourcentage dans les pays nordiques et les pays européens d'immigration de longue date (sauf Luxembourg et Royaume-Uni), en partie en raison du faible taux d'emploi des femmes immigrées. Dans l'UE, seules 52 % des femmes non originaires de l'UE occupent un emploi, par rapport à 65 % des femmes natives. Si le taux d'emploi progresse généralement avec la durée du séjour, en particulier chez les immigrés de pays tiers, même les immigrés installés s'en sortent moins bien que les natifs, tant dans les pays européens d'immigration de longue date qui comptent de nombreux immigrés extra-communautaires (sauf Royaume-Uni) que dans les pays baltes et nordiques.

Plus le niveau d'études est élevé, plus l'accès au marché du travail est facilité, quoique dans une moindre mesure pour les immigrés. L'écart de taux d'emploi entre les immigrés très et peu instruits dans l'UE atteint 21 points de pourcentage, contre 35 chez leurs pairs natifs. On observe la même tendance hors Europe (sauf en Australie). Dans tous les pays, les immigrés diplômés du supérieur sont moins en emploi que leurs homologues nés dans le pays. L'écart est de 10 points de pourcentage dans l'UE, voire plus en Europe du Sud par exemple, en Allemagne et en Estonie. Il est moins marqué, toutefois, dans les pays d'installation, au Royaume-Uni et dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. Si les immigrés au niveau d'études élevé avaient autant de chances d'être en emploi que leurs homologues natifs, l'UE compterait plus d'1 million de travailleurs très instruits supplémentaires. L'une des raisons qui explique le moindre taux d'emploi des immigrés très instruits est que les diplômés étrangers sont dévalorisés sur pratiquement tous les marchés du travail de la zone OCDE. Il n'y a qu'en République slovaque, en Corée, au Luxembourg et au Canada que les immigrés formés à l'étranger sont plus en emploi que ceux qui ont obtenu leur diplôme dans le pays d'accueil. Dans l'UE, le taux d'emploi des immigrés formés dans le pays d'accueil est supérieur de 12 points de pourcentage à celui de leurs pairs formés à l'étranger. Si les immigrés s'en sortent mieux lorsqu'ils disposent d'un diplôme du pays d'accueil, leur situation sur le marché du travail reste moins bonne que celle des natifs, et ce dans la quasi-totalité des pays à l'exception des États-Unis, du Royaume-Uni, du Portugal et de quelques pays d'Europe centrale et orientale.

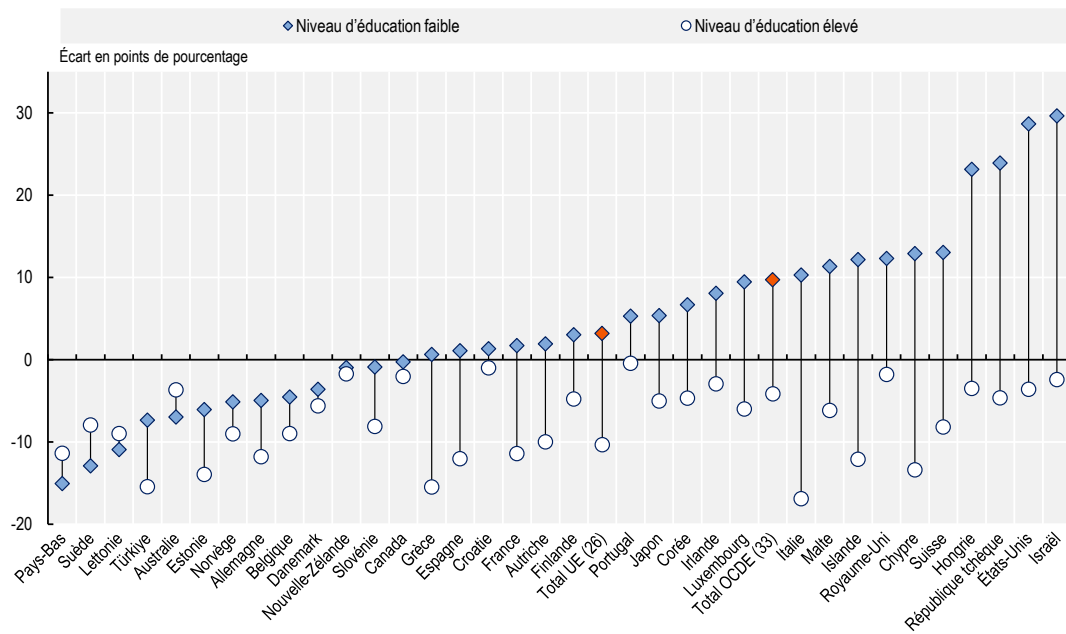
En revanche, les immigrés peu instruits obtiennent de meilleurs résultats que ceux nés dans le pays dans plus de deux pays sur trois, l'écart de taux d'emploi étant d'environ 30 points de pourcentage en Israël et aux États-Unis. C'est l'inverse dans les pays nordiques (sauf en Islande et en Finlande), les pays baltes et dans la plupart des pays européens d'immigration de longue date qui accueillent principalement des immigrés de pays tiers. Les écarts les plus importants, supérieurs à 13 points de pourcentage, sont observés en Suède et aux Pays-Bas. Toutefois, dans plusieurs pays d'Europe méridionale, centrale et orientale, notamment en Hongrie et en République tchèque, les immigrés peu instruits de pays tiers sont plus en emploi que les personnes peu instruites nées dans le pays.

Principaux résultats

- Si le taux d'emploi en Europe, en Australie, en Corée et au Mexique est plus faible chez les immigrés que chez les natifs, c'est l'inverse dans d'autres pays de l'OCDE.
- Malgré la récession provoquée par le COVID-19, les taux d'emploi des immigrés et des natifs ont retrouvé leurs niveaux d'avant-crise et ont progressé ces dix dernières années.
- Dans tous les pays, les immigrés très instruits sont moins en emploi que leurs pairs natifs, tandis que c'est l'inverse dans plus des deux tiers des pays pour les immigrés peu instruits.
- Si les immigrés au niveau d'études élevé étaient aussi nombreux que leurs homologues natifs à être en emploi, l'UE compterait plus d'1 million de travailleurs très instruits supplémentaires.
- À l'échelle de l'UE, le taux d'emploi des immigrés ayant fait leurs études dans le pays d'accueil est supérieur de 12 points de pourcentage à celui de leurs pairs formés à l'étranger.

Graphique 3.9. Taux d'emploi des personnes nées à l'étranger selon le niveau d'éducation

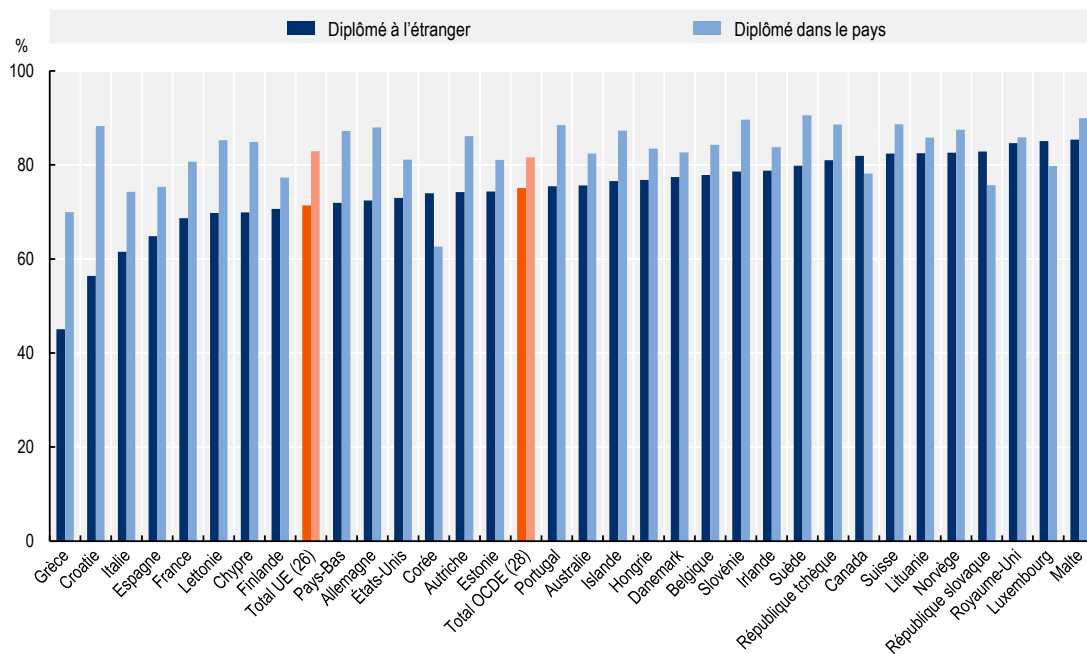
Écart en points de pourcentage par rapport aux personnes nées dans le pays, 15-64 ans sortis du système éducatif, 2021



StatLink <https://stat.link/nj5l2d>

Graphique 3.10. Taux d'emploi des personnes nées à l'étranger ayant un niveau d'éducation élevé, en fonction du lieu d'obtention du diplôme

15-64 ans sortis du système éducatif, 2020



StatLink <https://stat.link/0tu5vi>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

3.5. Chômage

Contexte

Un chômeur est une personne sans emploi, mais disponible pour travailler, qui a effectué une démarche active de recherche d'emploi au cours de la semaine de référence (définition du BIT). Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (c'est-à-dire la somme des actifs occupés et des personnes sans emploi).

Dans quatre pays sur cinq, le chômage touche davantage les immigrés que les individus nés dans le pays. L'écart est particulièrement marqué dans les pays d'immigration de longue date accueillant de nombreux immigrés extra-communautaires, dans la plupart des pays d'Europe du Sud et dans les pays nordiques. Dans l'ensemble de l'UE, le taux de chômage des immigrés (12 %) est deux fois plus élevé que celui des personnes nées dans le pays, et trois fois plus en Suède. En dehors de l'Europe, l'écart est beaucoup moins marqué, le taux de chômage des immigrés au Chili étant en effet inférieur de 3 points de pourcentage à celui des individus nés dans le pays.

Depuis 2011, le chômage a reculé d'environ 3 points de pourcentage dans l'UE et l'OCDE, à la fois chez les personnes nées à l'étranger et nées dans le pays. Il a diminué pour ces deux groupes dans les trois quarts des pays environ, mais a augmenté dans d'autres, gagnant jusqu'à 5 points en Türkiye et au Chili. Dès le début de la pandémie de COVID-19, le chômage des immigrés a fortement augmenté, de plus de 2 points de pourcentage (aux États-Unis, dans les pays baltes et en Suède, par exemple), avant de retrouver ses niveaux d'avant la pandémie dans la plupart des pays en 2021. Le rebond a été le même parmi les personnes nées dans le pays, après une hausse plus modérée.

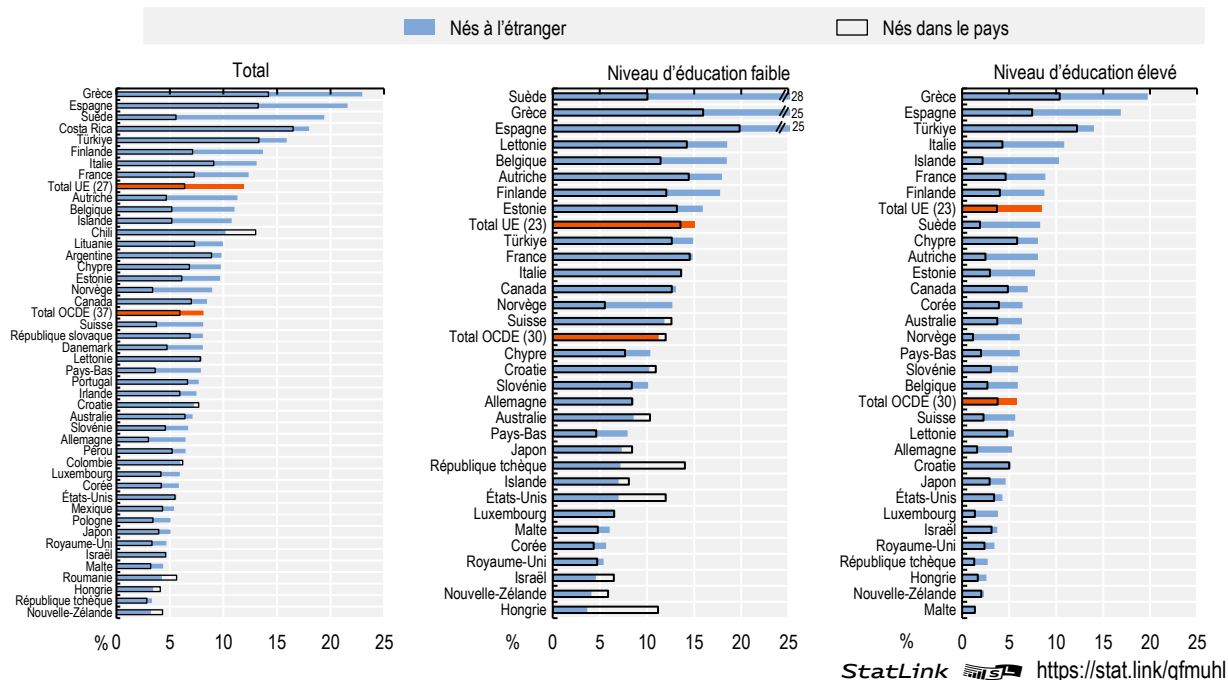
Les études supérieures constituent un rempart contre le chômage, les personnes peu instruites étant presque partout plus exposées à ce fléau. Les immigrés ayant un niveau d'études élevé continuent pourtant de moins bien s'en sortir que leurs pairs natifs, les écarts de taux de chômage entre les deux groupes se creusant avec le niveau d'études dans la plupart des pays. L'exception la plus notable est la Suède, où l'écart est moindre à un niveau d'études élevé et atteint 18 points de pourcentage à faible niveau. Si les niveaux du chômage sont analogues chez les femmes et les hommes nés dans le pays, les femmes immigrées sont le plus durement touchées : elles enregistrent un taux de chômage supérieur de 3 points de pourcentage à celui des hommes immigrés dans l'UE et d'1 point dans la plupart des pays de l'OCDE non européens. L'écart entre les hommes et les femmes immigrés est très marqué au Costa Rica et en Grèce, où il dépasse 10 points de pourcentage. Le chômage des immigrés de pays tiers s'élève à 14 % dans l'UE, par rapport à 8 % parmi ceux nés dans l'UE, les femmes de pays tiers affichant le taux le plus élevé, soit 15 %. Dans la quasi-totalité des pays, les immigrés récents sont aussi plus au chômage que les immigrés installés. En Croatie, en Hongrie, en Bulgarie et en Suède, leur taux de chômage est au moins deux fois supérieur à celui des immigrés présents sur le territoire depuis au moins 10 ans.

Principaux résultats

- Dans quatre pays sur cinq, le taux de chômage des personnes nées à l'étranger est supérieur à celui des personnes nées dans le pays, voire deux fois plus élevé dans l'ensemble de l'UE. Les écarts sont moins marqués en dehors de l'Europe.
- Bien qu'il ait beaucoup augmenté au début de la pandémie, le chômage a reculé ces dix dernières années dans la plupart des pays aussi bien chez les personnes nées à l'étranger que chez les personnes nées dans le pays.
- Les études supérieures constituent presque partout un rempart contre le chômage, même si les immigrés très instruits sont davantage touchés par ce fléau que leurs pairs nés dans le pays. Les femmes immigrées, en particulier celles qui sont nées en dehors de l'UE, sont davantage susceptibles d'être sans emploi que les femmes nées dans le pays et les hommes immigrés.

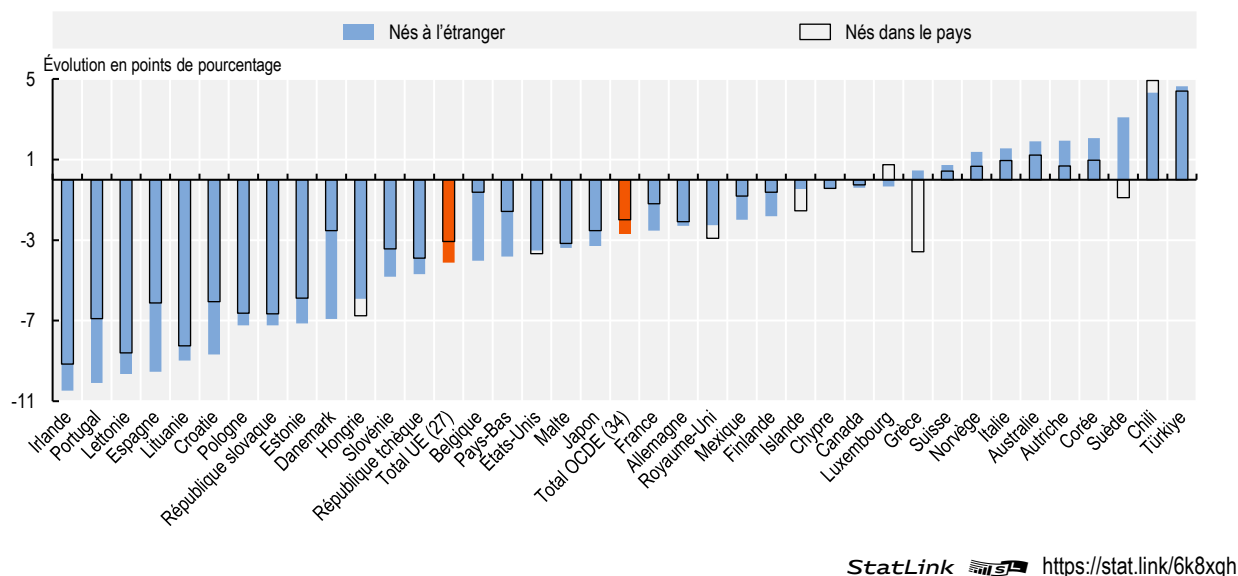
Graphique 3.11. Taux de chômage

15-64 ans, 2021



Graphique 3.12. Évolution du taux de chômage

15-64 ans sortis du système éducatif, entre 2011 et 2021



Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

3.6. Risques d'exclusion du marché du travail

Contexte

Le risque d'exclusion du marché du travail menace davantage les personnes nées à l'étranger, qui ne disposent pas des liens sociaux qui leur permettent de faire face aux tensions mentales et financières générées par l'exclusion. De longs épisodes de chômage privent les immigrés de la possibilité de parler la langue du pays d'accueil et de nouer des relations sociales au travail.

Le taux de chômage de longue durée est la part de demandeurs d'emploi sans travail depuis au moins 12 mois. Cette section examine aussi la part des personnes qui considèrent qu'il est probable, voire très probable, qu'elles soient sans emploi ou qu'elles perdent leur emploi au cours des 12 prochains mois, ou la part de celles qui craignent de perdre leur emploi ou de ne pas en trouver.

Dans près de la moitié des pays européens, les immigrés sont plus susceptibles d'être en situation de chômage de longue durée que les personnes nées dans le pays, surtout dans les pays nordiques (hors Finlande), au Luxembourg, en Lituanie et en Belgique. Par contre, dans les pays d'Europe du Sud, certains pays d'Europe centrale et orientale et dans les pays de l'OCDE non européens (sauf Canada et Israël), le chômage de longue durée est au moins aussi fréquent chez les natifs que chez les immigrés. Les immigrés de pays tiers ainsi que ceux qui résident dans le pays d'accueil depuis au moins 10 ans sont plus particulièrement touchés par le chômage de longue durée. Les immigrées sont elles aussi plus en situation de chômage de longue durée que les femmes nées dans le pays et leurs homologues masculins dans les pays européens d'immigration de longue date (hors Royaume-Uni), dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, en Australie et au Costa Rica.

Le taux de chômage de longue durée s'est envolé après la récession économique de 2007-08. Ensuite, entre 2011 et 2021, il a reculé dans deux tiers des pays (malgré un rebond pendant la pandémie de COVID-19). Cette baisse a été en général plus marquée pour les immigrés que pour les natifs, d'où une diminution de l'écart entre ces deux groupes en termes de taux de chômage de longue durée, en particulier dans les pays d'installation et dans la plupart des pays européens d'immigration de longue date qui accueillent un grand nombre d'immigrés de pays tiers, notamment en Allemagne et aux Pays-Bas. L'évolution de la situation a été nettement moins favorable dans les pays d'Europe du Sud qui ont enregistré, à l'exception de l'Espagne et de Malte, des hausses conséquentes du chômage structurel, en particulier chez les immigrés. En Grèce, le taux de chômage de longue durée des immigrés a augmenté de 21 points de pourcentage, et de 9 points en Italie, soit près de deux fois plus que pour les natifs.

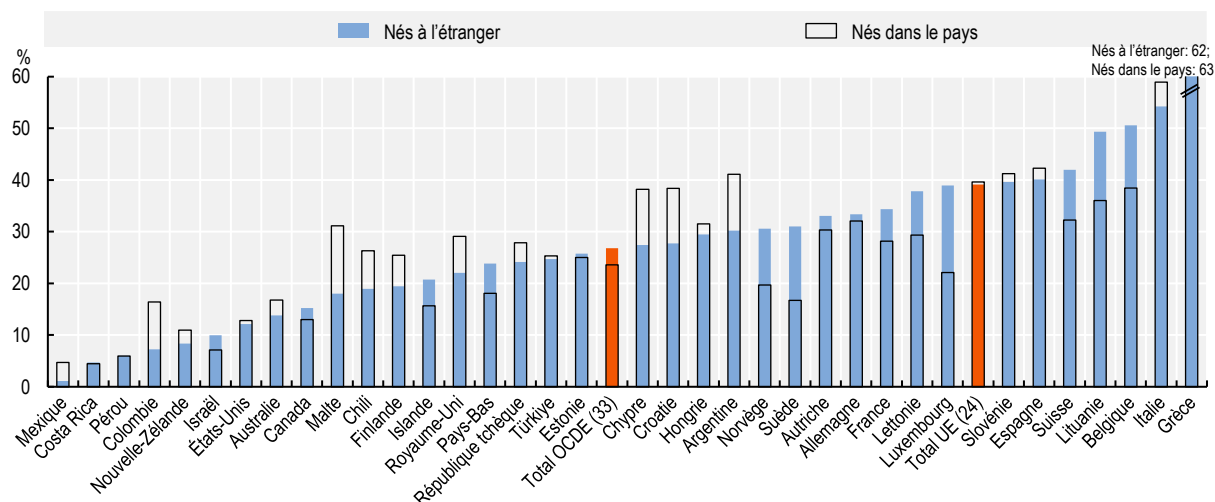
Confrontés à des obstacles sur le marché du travail du pays d'accueil, les immigrés sont beaucoup plus préoccupés que les personnes nées dans le pays par le risque de perdre leur emploi et d'être en situation de chômage de longue durée. Il ressort des analyses menées entre 2006 et 2016 que la crainte d'une exclusion du marché du travail est devenue plus prégnante dans la quasi-totalité des pays. Ce phénomène, principalement imputable à la récession économique mondiale, a été plus prononcé chez les immigrés, qui sont plus exposés au risque de perte d'emploi en période de récession.

Principaux résultats

- Dans près de la moitié des pays de l'UE, les immigrés sont plus susceptibles que leurs homologues nés dans le pays d'être en situation de chômage de longue durée, surtout dans les pays nordiques (hors Finlande), au Luxembourg, en Lituanie et en Belgique. En dehors de l'UE, le chômage de longue durée touche ces deux catégories de population de la même manière.
- Ces dix dernières années, le taux de chômage de longue durée a diminué dans deux tiers des pays, de façon globalement plus marquée pour les demandeurs d'emploi nés à l'étranger.
- La crainte de perdre son emploi et du chômage de longue durée est beaucoup plus répandue chez les immigrés que chez les personnes nées dans le pays dans la quasi-totalité des pays.

Graphique 3.13. Taux de chômage de longue durée

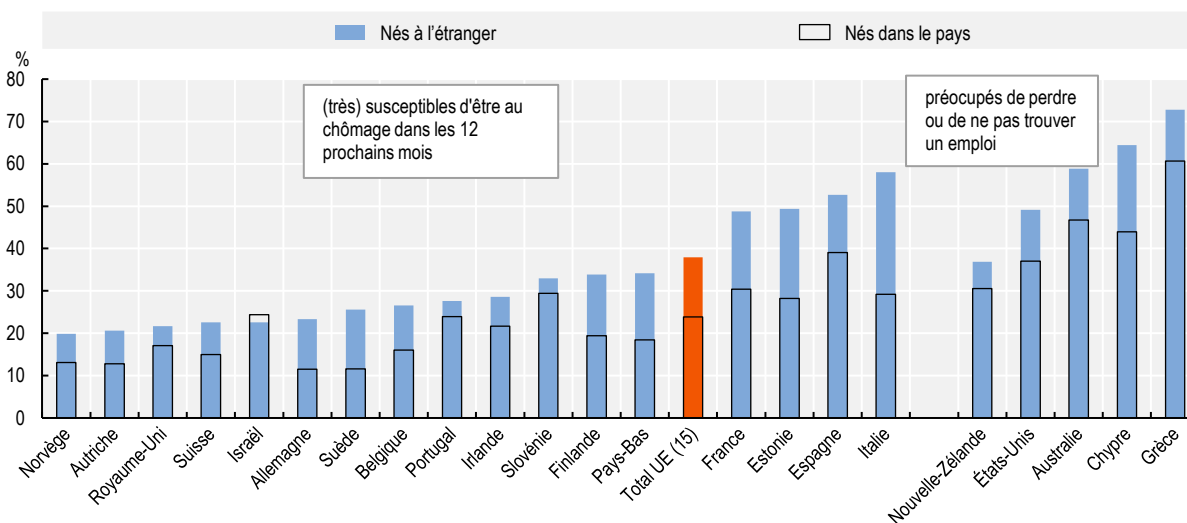
Personnes sans emploi, 15-64 ans, 2021




StatLink  <https://stat.link/s2hnmf>

Graphique 3.14. Crainte du chômage

Personnes âgées de 15 ans et plus (ESS), 2016, et de 15 à 64 ans (WVS), 2017/20, déclarant qu'elles sont " (très) susceptibles d'être au chômage et de chercher du travail au cours des 12 prochains mois " (ESS) ou "préoccupés par le fait de perdre ou de ne pas trouver un emploi " (WVS)



StatLink  <https://stat.link/qgop6t>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

3.7. Inactivité subie

Contexte

Si les immigrés participent moins au marché du travail que les natifs, leur inactivité n'est pas toujours un choix, et peut être liée à un problème de santé, le découragement ou des responsabilités familiales, les rôles des hommes et des femmes variant entre le pays d'accueil et le pays d'origine.

Cet indicateur correspond à la part des individus inactifs (qui ne sont ni en emploi ni au chômage selon la définition du BIT) qui souhaitent travailler, mais ne sont pas en mesure de le faire, pour différentes raisons. Les personnes découragées désignent celles qui ne cherchent pas de travail parce qu'elles pensent qu'aucun emploi adapté n'est disponible.

Dans les pays de l'UE, l'inactivité subie est plus fréquente chez les personnes nées à l'étranger que chez celles nées dans le pays (28 % contre 18 % respectivement). Les écarts sont plus faibles dans les pays hors UE. La part des immigrés inactifs souhaitant travailler est supérieure à celle de leurs homologues natifs dans quasiment tous les pays. Dans l'UE, 5 % environ des inactifs, immigrés ou non, ne cherchent pas de travail car ils estiment qu'ils ne trouveront aucun emploi qui leur convient. Dans les pays hors UE, ils sont moins de 2 % à ne pas chercher d'emploi (hors Nouvelle-Zélande). Il n'y a qu'en Grèce et en Islande notamment que les immigrés sont beaucoup plus découragés que les natifs. Les responsabilités familiales sont la principale raison pour laquelle les immigrés sont en inactivité subie, à la fois dans les pays de l'UE et l'OCDE. Dans la plupart des pays, la santé n'est qu'une raison mineure (sauf dans la plupart des pays nordiques, en République slovaque et en Lituanie), surtout pour les immigrés.

Ces dix dernières années, l'inactivité subie est devenue plus fréquente dans l'UE, et a progressé de 3 points de pourcentage chez les natifs et de 6 points chez les immigrés. Le taux d'inactivité subie de ces deux groupes n'a que très peu évolué aux États-Unis et au Royaume-Uni. Il a augmenté chez les immigrés dans environ trois quarts des pays, et chez les personnes nées dans le pays dans à peu près deux tiers des pays. La progression chez les immigrés a été particulièrement prononcée au Portugal et en Pologne.

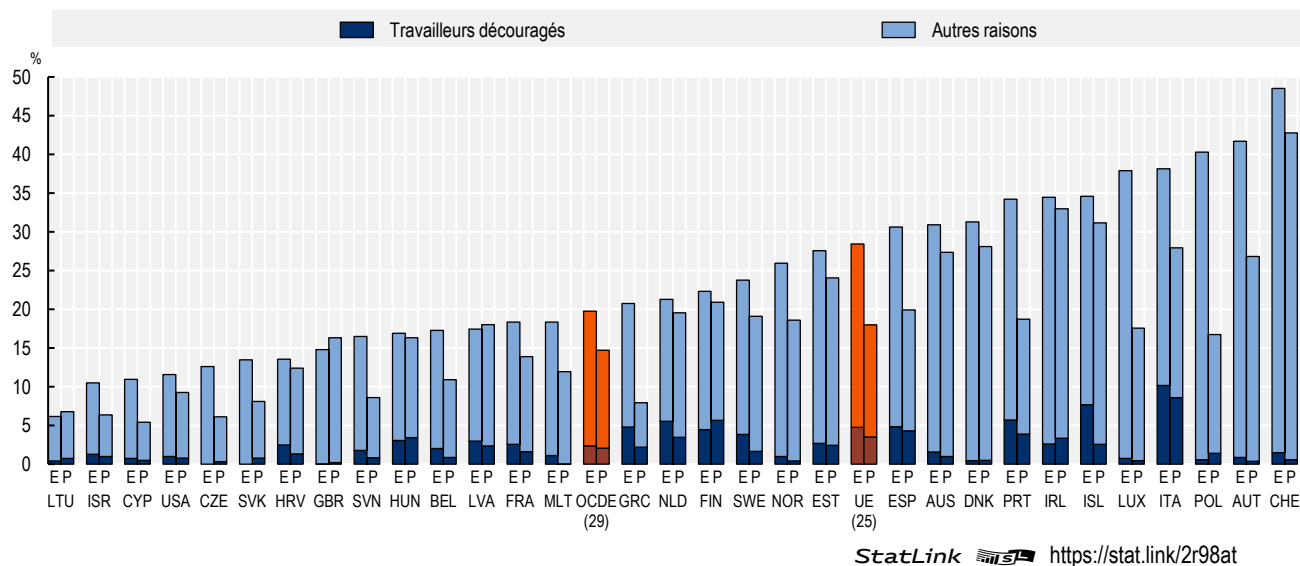
En général, les femmes sont moins souvent en situation d'inactivité subie, et l'écart femmes-hommes dans la population immigrée est nettement plus marqué que dans celle née dans le pays, à 7 points de pourcentage dans l'UE et aux États-Unis. Les hommes en inactivité subie sont le plus souvent des travailleurs découragés, tandis que les femmes s'y trouvent principalement pour des raisons familiales – les femmes immigrées dans l'UE près de deux fois plus que leurs homologues nées dans le pays. Par ailleurs, les personnes nées dans un pays de l'UE ou celles qui sont installés depuis moins de 10 ans dans le pays d'accueil subissent plus leur inactivité que les immigrés de pays tiers ou ceux qui résident depuis plus longtemps dans le pays. Si l'incidence de l'inactivité subie pour raisons familiales diminue à mesure que leur séjour dans le pays d'accueil augmente, la situation est inversée pour raisons de santé. Les immigrés sont toujours plus en inactivité subie que les natifs quel que soit leur niveau d'études. Le découragement est le premier motif d'inactivité des immigrés peu instruits (à un degré moindre toutefois que leurs homologues nés dans le pays), mais ceux qui ont un haut niveau d'études sont le plus souvent en situation d'inactivité subie pour des raisons familiales.

Principaux résultats

- Dans presque tous les pays, l'inactivité subie est plus fréquente chez les immigrés que chez les natifs. Les responsabilités familiales sont la principale raison de l'inactivité subie des immigrés et, en particulier, pour les femmes nées à l'étranger.
- Ces dix dernières années, l'inactivité subie a augmenté de manière plus marquée chez les immigrés que chez les natifs dans l'UE, mais ce n'est pas le cas en dehors de la zone UE.
- La principale raison de l'inactivité subie des immigrés peu qualifiés tient à un sentiment de découragement, dans une moindre mesure toutefois que leurs pairs nés dans le pays.

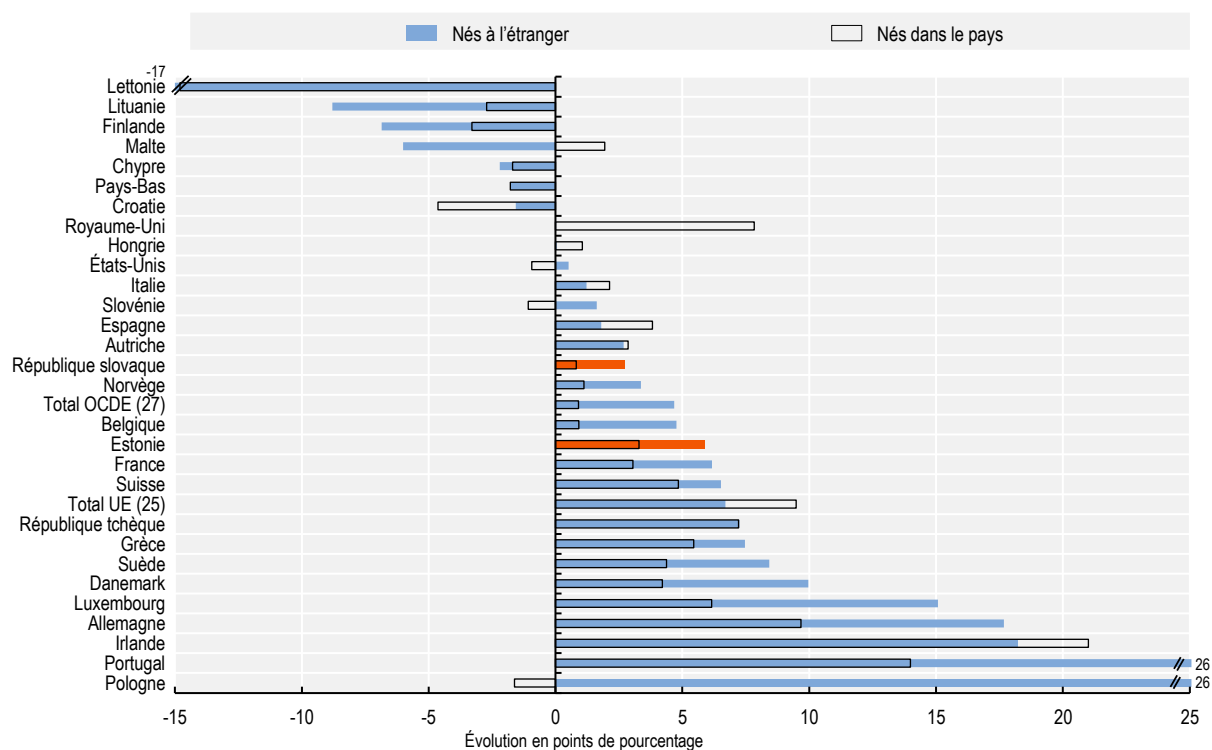
Graphique 3.15. Inactivité subie due au découragement ou à d'autres raisons

Personnes inactives nées à l'étranger (E) et nées dans le pays (P), 15-64 ans, 2020



Graphique 3.16. Évolution de la part de l'inactivité subie

Inactifs âgés de 15 à 64 ans, entre 2010 et 2020



Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

3.8. Types de contrats

Contexte

En général, les contrats de travail temporaire n'offrent pas la sécurité de l'emploi qui permet de se projeter dans l'avenir, d'avoir des projets ou de se constituer une sécurité financière. Les travailleurs temporaires ont par exemple du mal à obtenir des prêts ou des logements.

Dans la plupart des pays, le travail temporaire désigne tout type d'emploi salarié régi par un contrat à durée déterminée, y compris les apprentissages, le travail intérimaire et les formations rémunérées. En Australie, il désigne un emploi qui n'offre pas de droits à des congés rémunérés.

Dans la quasi-totalité des pays, les travailleurs immigrés sont plus en emplois temporaires (17 % à l'échelle de l'UE) que les natifs (10 %). Dans la moitié des pays européens, ainsi que dans les pays asiatiques de l'OCDE, la part d'emplois temporaires des immigrés est supérieure d'au moins 5 points de pourcentage, avec des écarts plus creusés dans les pays d'immigration récente. En Corée, plus de la moitié des immigrés occupent des emplois temporaires, une proportion bien plus élevée que pour la population née dans le pays. En dehors de l'Europe et de l'Asie, la part de travailleurs temporaires est comparable entre les immigrés et les natifs dans les pays d'installation, mais les immigrés sont moins en emplois temporaires au Chili et au Costa Rica. En général, les femmes occupent plus souvent des emplois temporaires que les hommes, l'écart entre les sexes étant plus marqué chez les immigrés dans la moitié des pays. En revanche, dans des pays comme la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie ou l'Espagne, les immigrées occupent moins souvent des emplois temporaires que leurs homologues masculins.

Si la part de travailleurs temporaires dans la population native n'a que peu évolué ces dix dernières années, elle a diminué chez les immigrés dans deux tiers des pays (de 2 points de pourcentage dans l'UE) et augmenté dans quelques pays seulement. L'écart entre les deux groupes au regard du travail temporaire s'est donc résorbé dans de nombreux pays, surtout en Europe du Sud (sauf Italie et Malte). Dans la plupart des pays, la proportion d'immigrés en contrats temporaires a diminué entre 2019 et 2021 – principalement du fait que les travailleurs ont perdu leur emploi ou sont retournés dans leur pays d'origine pendant la pandémie de COVID-19. Dans certains pays (comme le Canada et le Royaume-Uni), la diminution de l'incidence des contrats temporaires s'inscrivait dans le cadre d'une véritable baisse à long terme, interrompue par la crise du COVID-19.

Les disparités entre la part de travailleurs temporaires immigrés et natifs sont les plus fortes dans les pays qui accueillent un grand nombre d'immigrés peu instruits originaires de pays tiers ou arrivés récemment. Les immigrés récents dépendent très fortement des contrats temporaires, de même que les travailleurs peu instruits. Parallèlement, dans presque tous les pays (sauf Australie, Portugal et Grèce), les contrats temporaires sont plus répandus chez les immigrés très instruits que chez leurs homologues natifs, l'écart allant jusqu'à 5 points de pourcentage dans l'UE. Un contrat temporaire peut souvent être une première voie d'accès au marché du travail. Les immigrés récents sont au moins deux fois plus en emplois temporaires que les immigrés installés de longue date dans quatre pays de l'UE sur cinq. L'écart entre les immigrés et les natifs se réduit de plus de la moitié après 10 ans de résidence dans l'UE, et s'est largement réduit dans la moitié des pays, particulièrement à Chypre, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Autriche.

Principaux résultats

- Les immigrés occupent plus souvent des emplois temporaires dans les pays d'Europe et d'Asie, mais ce n'est généralement pas le cas dans les pays d'installation ni en Amérique latine.
- La proportion d'immigrés occupant un emploi temporaire a diminué ces dix dernières années dans deux tiers des pays. Cette évolution est principalement liée à la crise du COVID-19, qui a touché en premier lieu les emplois temporaires.
- L'écart entre les travailleurs temporaires immigrés et natifs se réduit de plus de la moitié après 10 ans de résidence dans l'UE, et se résorbe presque totalement dans la moitié des pays.

3.9. Temps de travail

Contexte

Le nombre d'heures de travail des immigrés permet d'évaluer leur taux d'activité. Si le travail à temps partiel empêche les immigrés d'apporter leur pleine contribution à l'économie du pays d'accueil, de longues heures de travail peuvent avoir un impact négatif sur l'équilibre vie professionnelle-vie privée, sur la santé physique et sur l'intégration sociale.

Le travail à temps partiel est défini ici comme un temps de travail inférieur à 30 heures par semaine, et les longues heures de travail correspondent à une durée du travail hebdomadaire supérieure à 50 heures. Le travail à temps partiel est mesuré en proportion de l'emploi total.

Dans les pays de l'OCDE et de l'UE, les femmes travaillent plus de trois fois plus souvent à temps partiel que les hommes. Dans l'UE, 37 % des immigrées travaillent à temps partiel (contre 9 % des immigrés), tandis qu'elles sont moins de 30 % en dehors de l'Europe. La seule exception est le Japon, où 47 % des femmes travaillent à temps partiel. Les immigrées travaillent plus à temps partiel que les femmes nées dans le pays dans la moitié des pays, mais l'écart est faible dans la plupart des pays. C'est dans les pays baltes et d'Europe du Sud que l'écart est le plus marqué. Dans les pays où le travail à temps partiel est le plus répandu – Pays-Bas, Royaume-Uni, Autriche et Suisse – les natives travaillent plus à temps partiel.

Plus le niveau d'études est bas, plus l'incidence du travail à temps partiel est importante. Cette corrélation se vérifie pour les personnes nées dans le pays et à l'étranger dans les pays de l'UE, mais elle est beaucoup plus marquée pour les natifs en Autriche et aux États-Unis. Le travail à temps partiel est aussi plus répandu parmi les immigrés installés que parmi ceux qui sont arrivés récemment dans les pays de l'UE (à hauteur de 5 points de pourcentage), alors que c'est l'inverse dans plusieurs pays nordiques, en Europe du Sud et en Australie. Si l'incidence du travail à temps partiel est faible chez les hommes, les immigrés y ont davantage recours que les hommes nés dans le pays dans l'UE, au Japon et au Mexique. La récession économique de 2007-08 a entraîné un essor du travail à temps partiel dans les pays de l'OCDE et de l'UE. Depuis 2011, néanmoins, la proportion d'immigrées travaillant à temps partiel a reculé de 6 points de pourcentage dans l'UE et de 4 points dans les pays de l'OCDE. Il s'agit d'une baisse progressive, qui a repris après la crise du COVID-19, et qui est beaucoup plus marquée chez les femmes nées à l'étranger que chez les femmes nées dans le pays dans moins de la moitié des pays.

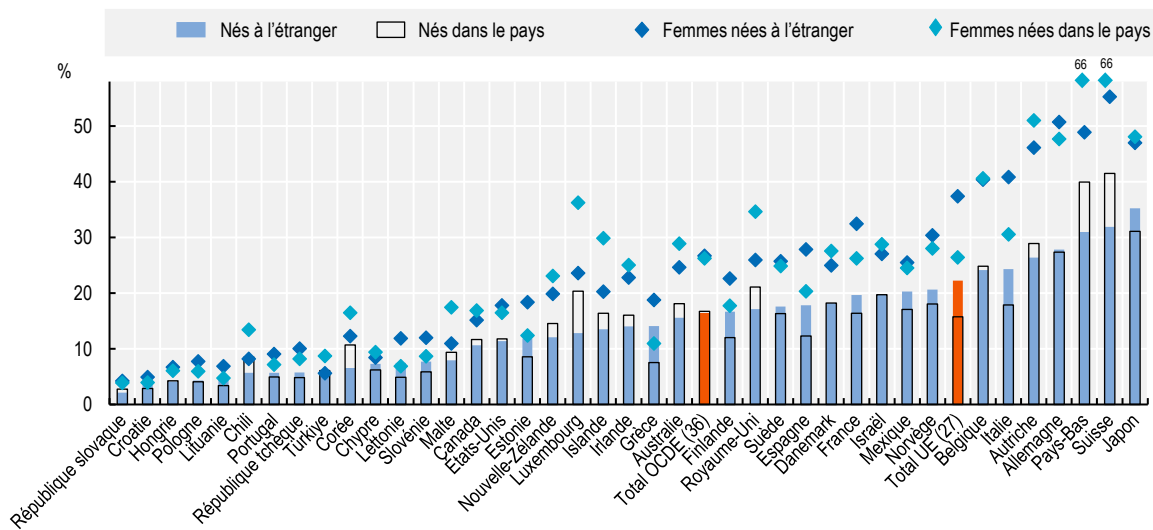
Dans trois pays sur cinq, les natifs font plus de longues heures de travail que les immigrés, même si cet écart n'est pas significatif dans la plupart des pays européens. Il est néanmoins plus marqué en Islande, en Australie, aux États-Unis et dans de nombreux pays européens d'immigration de longue date. Les immigrés effectuent plus souvent de longues heures de travail en Colombie, au Costa Rica ou en Corée, par exemple. Le temps de travail est influencé par les emplois occupés par les hommes et les femmes (professions, secteurs), ainsi que par le niveau d'études. Dans les pays de l'OCDE et de l'UE, les hommes font deux fois plus souvent de longues heures de travail que les femmes, même si les écarts femmes-hommes sont plus faibles chez les immigrés. Dans la plupart des pays, les immigrés très instruits font plus de longues heures de travail que leurs homologues natifs, alors que c'est l'inverse pour ceux peu instruits.

Principaux résultats

- Les immigrés travaillent plus à temps partiel dans la moitié des pays, en particulier dans les pays d'Europe du Sud et les pays baltes, mais pas dans les pays où le travail à temps partiel est le plus répandu, à savoir les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Autriche et la Suisse.
- Le travail à temps partiel des immigrées a progressivement diminué dans l'UE et l'OCDE ces dix dernières années. Cette baisse s'est poursuivie depuis 2019, y compris après la pandémie.
- Dans deux tiers des pays, les natifs effectuent plus souvent de longues heures de travail que les immigrés, même si ces écarts sont faibles dans la plupart des pays européens.

Graphique 3.19. Travailleurs à temps partiel

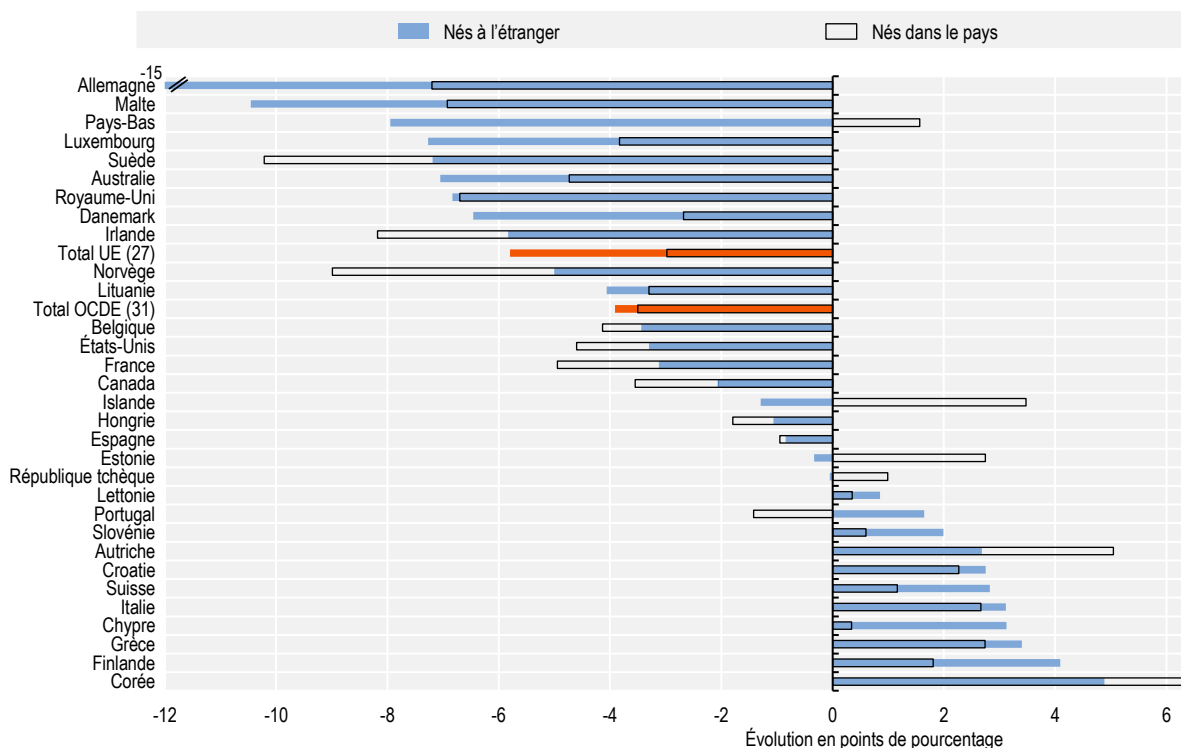
Actifs occupés qui ne suivent pas de formation, 15-64 ans, 2021



StatLink <https://stat.link/98qscn>

Graphique 3.20. Évolution de la proportion de femmes travaillant à temps partiel

Femmes occupant un emploi et ne suivant pas de formation, 15-64 ans, entre 2011 et 2021



StatLink <https://stat.link/f57le3>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

3.10. Temps partiel subi

Contexte

Certains immigrants travaillent à temps partiel, car ils ne parviennent pas à trouver un emploi à temps plein ou en raison de leurs obligations familiales. Le travail à temps partiel subi a un effet négatif sur les revenus des travailleurs et les empêche d'exploiter pleinement leurs compétences.

Les travailleurs à temps partiel subi souhaiteraient effectuer davantage d'heures de travail.

Dans presque tous les pays, une majorité de travailleurs à temps partiel, nés à l'étranger ou dans le pays, indiquent ne pas souhaiter travailler plus longtemps. Néanmoins, 30 % environ des immigrants le souhaiteraient, contre 20 % des natifs. Dans les pays nordiques (sauf au Danemark), en Espagne, en Grèce et en Suisse, l'écart entre ces deux groupes est de 15 points de pourcentage au moins. Dans la plupart des pays, la reprise consécutive à la récession économique de 2007-08 s'est accompagnée d'un rebond de l'emploi à temps plein et d'une baisse du temps partiel subi. Avec une baisse de 9 points de pourcentage dans l'UE et de 17 points aux États-Unis ces dix dernières années pour les immigrants, le temps partiel subi a généralement baissé plus fortement chez les immigrants que chez les natifs. Par conséquent, l'écart entre la proportion de travailleurs immigrants en temps partiel subi et celle des natifs a diminué d'un cinquième dans l'UE, d'un tiers environ aux États-Unis et de près de moitié au Royaume-Uni. La pandémie n'a pas mis un terme à cette tendance – sauf aux États-Unis parmi les immigrants.

Si le travail à temps partiel est particulièrement répandu chez les femmes, 42 % des hommes immigrants à temps partiel dans l'UE souhaiteraient effectuer plus d'heures de travail. La part d'immigrants désirant travailler plus est supérieure de 17 points de pourcentage à celle des immigrées, un écart comparable à celui des États-Unis. L'écart femmes-hommes au regard du temps partiel subi est plus faible parmi les natifs que parmi les immigrants dans l'UE et aux États-Unis, mais il est plus marqué en Australie, en Espagne et en Italie. Au Luxembourg et en Norvège, les hommes nés dans le pays sont plus en temps partiel subi, tandis que les hommes nés à l'étranger sont moins nombreux à se trouver dans cette situation.

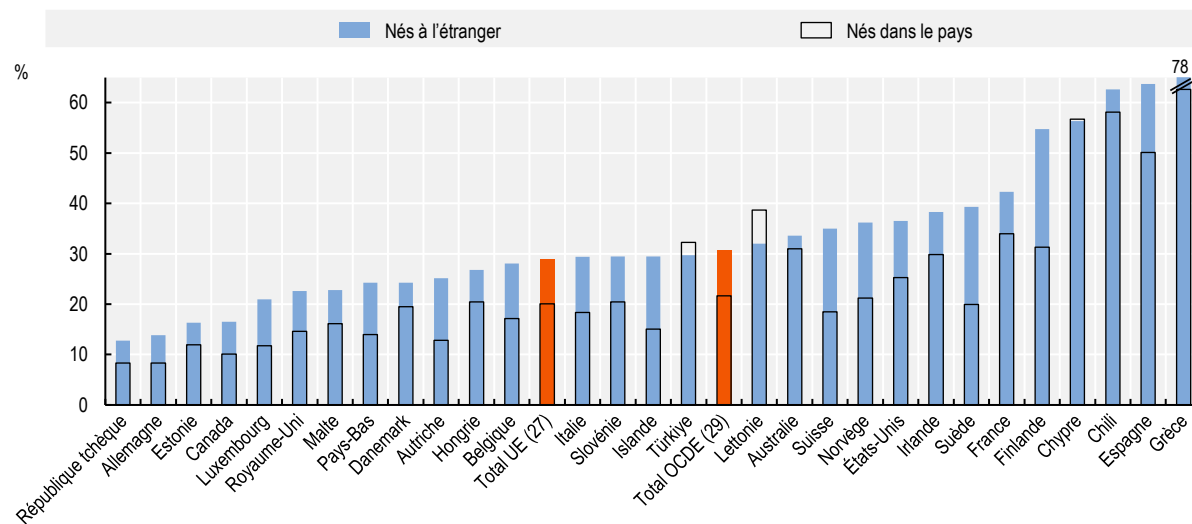
Dans l'UE, en Australie et au Royaume-Uni, la part de travailleurs en temps partiel subi chez les natifs peu instruits est supérieure de 8 points de pourcentage au moins à celle de leur homologues très instruits. Les parts sont similaires pour les immigrants, quel que soit leur niveau d'études, dans deux pays européens sur cinq et en Australie. Le temps partiel subi des personnes nées aux États-Unis ne diminue pas à mesure que le niveau d'études augmente, même s'il est plus élevé (de 14 points de pourcentage) chez les immigrants peu instruits que chez ceux très instruits. Les nouveaux arrivants peinent aussi à éviter le temps partiel dans la quasi-totalité des pays. Dans l'UE et en Australie, 43 % des immigrants récents travaillant à temps partiel ne l'ont pas choisi – deux fois plus que la part des natifs dans l'UE et 40 % plus élevé en Australie. Les immigrants installés, eux aussi, sont plus en temps partiel subi que leurs homologues natifs dans tous les pays à l'exception de l'Australie, de la Lettonie et de Chypre. Il en va de même pour les immigrants de pays tiers, qui sont plus en temps partiel subi (plus 11 points de pourcentage dans l'UE) que leurs homologues nés dans l'UE.

Principaux résultats

- À l'échelle de l'UE et de l'OCDE, 30 % des immigrants occupant un emploi à temps partiel souhaitent travailler plus, contre 20 % de leurs homologues nés dans le pays, les écarts étant plus marqués en Espagne, en Grèce en Suisse et dans la plupart des pays nordiques.
- La reprise consécutive à la récession économique de 2007-08 s'est accompagnée d'un rebond de l'emploi à temps plein et d'une baisse du temps partiel subi, surtout chez les immigrants.
- Les nouveaux arrivants peinent à éviter le travail à temps partiel subi. Dans l'UE, la part d'immigrants récents à temps partiel subi est deux fois supérieure à celle des personnes nées dans le pays. Même les immigrants installés sont plus à temps partiel subi que les natifs.

Graphique 3.21. Travailleurs en temps partiel subi

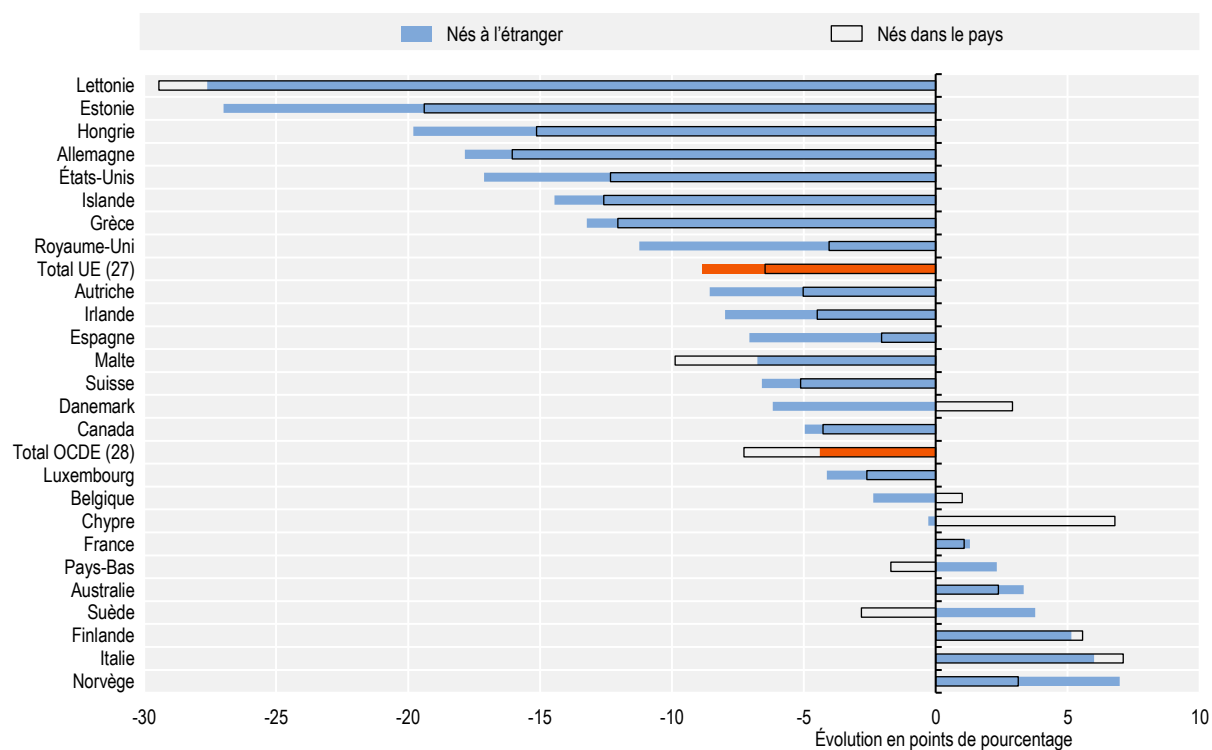
Travailleurs à temps partiel qui ne suivent pas de formation, 15-64 ans, 2021



StatLink <https://stat.link/4dx23q>

Graphique 3.22. Évolution de la part des travailleurs à temps partiel subi

Travailleurs à temps partiel qui ne suivent pas de formation, 15-64 ans, entre 2011 et 2021



StatLink <https://stat.link/jnyd6v>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

3.11. Niveau de qualification des emplois

Contexte

Cet indicateur compare la part des travailleurs occupant des emplois peu qualifiés et la part de ceux en emplois très qualifiés. Selon la Classification internationale type des professions (CITP), les professions hautement qualifiées correspondent aux postes de directeurs, cadres de direction, gérants, aux professions intellectuelles et scientifiques, et professions intermédiaires (niveaux 1-3 de la CITP). Les emplois peu qualifiés désignent les professions élémentaires impliquant des tâches simples, routinières et, souvent, des efforts physiques [CITP 9]).

Dans les pays de l'UE, 19 % des travailleurs immigrés occupent des emplois peu qualifiés, contre 7 % des personnes nées dans le pays. Ils sont surreprésentés dans les professions élémentaires dans quasiment tous les pays. En Slovénie, en Europe du Sud, dans les pays nordiques et dans la plupart des pays d'immigration de longue date en Europe, les immigrés sont au moins trois fois plus susceptibles que les personnes nées dans le pays d'occuper des emplois peu qualifiés. Les immigrés occupent 30 % environ des emplois peu qualifiés dans l'UE et les pays d'installation, et plus de 50 % dans la plupart des pays germanophones, à Chypre, en Norvège et en Suède. Il n'y a que dans la plupart des pays d'installation, en Türkiye, au Portugal, au Mexique et en Europe centrale qu'ils sont nettement surreprésentés dans les professions hautement qualifiées plutôt que dans les professions élémentaires. À l'échelle de l'UE, la proportion de personnes nées dans le pays occupant des emplois hautement qualifiés est supérieure de 12 points de pourcentage à celle des personnes nées à l'étranger exerçant ce type de professions.

L'écart entre natifs et immigrés en termes de niveau de qualification des emplois s'est résorbé ces dix dernières années. Dans l'UE et l'OCDE, la part d'immigrés en emplois très qualifiés a progressé de 7 points de pourcentage, contre 4 points chez les natifs. L'augmentation du travail très qualifié chez les immigrés a principalement été tirée par l'Allemagne, où elle était quatre fois supérieure à celle constatée pour les natifs. La moitié des pays ont connu une hausse plus rapide parmi les immigrés que chez les natifs. Dans l'ensemble, le niveau de qualification des emplois des immigrés a augmenté depuis une décennie. En 2021, plus d'un tiers des arrivées récentes dans l'UE exerçaient des professions très qualifiées, alors que cette proportion n'était que légèrement supérieure à un cinquième en 2011.

Les femmes nées à l'étranger et dans le pays sont surreprésentées aux deux extrémités de l'échelle des qualifications. Dans l'UE, elles occupent une plus grande part des emplois très qualifiés que les hommes (+4 points pour les immigrées et +7 pour les natives). Elles occupent aussi une part plus importante des emplois peu qualifiés (+9 points et +2). Dans la plupart des pays, les immigrées occupent des emplois moins qualifiés que les natives, même en Israël et au Canada où les hommes immigrés font mieux que les natifs. Dans les pays où la part des emplois peu qualifiés occupés par des immigrés est la plus élevée (Europe du Sud et pays européens d'immigration de longue date), les écarts avec les natifs sont plus importants d'au moins 8 points de pourcentage pour les femmes que pour les hommes. Les immigrés de pays tiers sont plus souvent en emploi peu qualifié que leurs homologues nés dans l'UE dans l'ensemble des pays européens, à l'exception de la Hongrie, la Lituanie et le Royaume-Uni. Dans les pays européens d'immigration de longue date, dans les pays nordiques et en Europe du Sud, les personnes nées dans un pays de l'UE occupent deux fois plus souvent des emplois peu qualifiés en moyenne que les natifs.

Principaux résultats

- 30 % environ des emplois peu qualifiés sont occupés par des immigrés dans l'UE, une part qui dépasse 50 % dans la plupart des pays germanophones, à Chypre, en Norvège et en Suède.
- Le niveau de qualification des professions des immigrés a augmenté dans l'ensemble, résorbant sensiblement l'écart avec les natifs dans un tiers des pays, notamment en Allemagne.
- Dans la plupart des pays, les immigrées ont des emplois moins qualifiés que les natives, même en Israël et au Canada où les hommes immigrés font mieux que les natifs. L'écart hommes-femmes est fort en Europe du Sud et dans les pays européens d'immigration de longue date.

3.12. Déclassement

Contexte

Les immigrés, surtout ceux qui détiennent des diplômes étrangers, se heurtent à de nombreux obstacles pour faire reconnaître leurs diplômes dans le pays d'accueil. Ils peinent aussi à trouver des emplois adaptés à leurs compétences. Le déclassement entraîne une baisse du rendement marginal de l'éducation et peut aussi peser sur la motivation.

Le taux de déclassement correspond à la part des personnes ayant un niveau d'études élevé (voir l'indicateur 3.1) qui occupent un emploi peu ou moyennement qualifié conformément à la CITP, c'est-à-dire relevant des niveaux 4 à 9 de cette même classification.

Dans l'OCDE et l'UE, un tiers environ des immigrés très qualifiés sont déclassés dans l'emploi qu'ils occupent – un taux supérieur de 12 points de pourcentage à celui des natifs dans l'UE. Les immigrées sont plus nombreuses à être déclassées que leurs homologues masculins, alors que l'on observe généralement un écart limité, voire nul, entre hommes et femmes nés dans le pays en Europe et ailleurs. C'est en Israël, en Amérique latine (hors Mexique), en Corée et dans la plupart des pays nordiques et d'Europe du Sud que les écarts de déclassement entre les immigrés et les natifs sont les plus forts. Ils sont faibles dans les pays d'installation et nuls dans divers autres pays, comme le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Suisse et la Türkiye. Dans l'UE, 47 % des immigrés très qualifiés sont soit déclassés soit sans emploi, contre 30 % de leurs homologues nés dans le pays.

Le taux de déclassement n'a cessé de diminuer dans la moitié des pays entre 2011 et 2021, autant chez les immigrés que chez les natifs. Dans la plupart des pays d'Europe centrale et en Autriche, le taux de déclassement des immigrés comme celui des personnes nées dans le pays a progressé ces dix dernières années, dans une plus large mesure chez les immigrés.

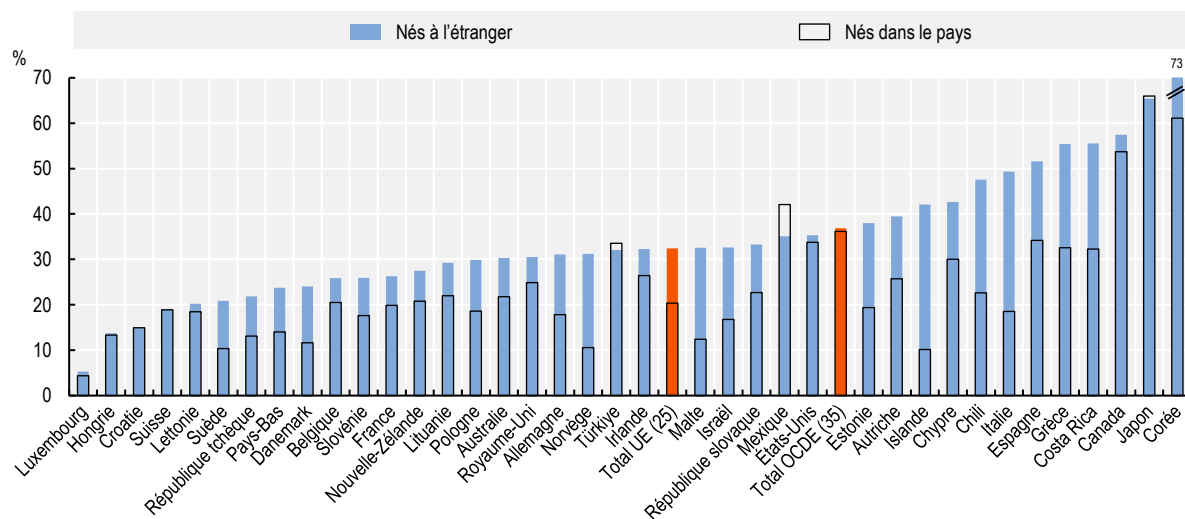
Les immigrés hautement qualifiés titulaires de diplômes étrangers sont plus déclassés dans l'emploi qu'ils occupent, notamment parce qu'ils peinent à faire reconnaître leurs diplômes. Ainsi, dans l'UE, ils sont plus déclassés que toute personne formée dans un pays d'accueil, et deux fois plus déclassés que les personnes nées dans le pays. Deux exceptions : les pays baltes et le Luxembourg. C'est dans les pays nordiques, en Europe du Sud (hors Grèce) et dans les pays d'immigration européens de longue date que les écarts entre les personnes ayant suivi une formation dans le pays et celles formées à l'étranger sont les plus marqués. Les diplômes délivrés par les pays d'accueil réduisent de 75 % l'écart de déclassement entre immigrés et natifs à l'échelle de l'UE, et de (près de) 100 % en Amérique du Nord, dans les pays germanophones, en France, en Suède et au Royaume-Uni. En Europe (à l'exception de l'Allemagne, de l'Irlande et du Royaume-Uni), les immigrés de pays tiers titulaires de diplômes étrangers sont plus déclassés que leurs homologues nés dans un pays de l'UE, qui bénéficient d'une reconnaissance automatique, ou tout du moins facilitée, de leurs diplômes. Les immigrés arrivés récemment sont plus déclassés que les immigrés installés, de l'ordre de 4 points de pourcentage dans l'OCDE et dans l'UE. En 2021, le taux de déclassement est inférieur à celui constaté dix ans auparavant dans deux tiers des pays, à l'exception notable des États-Unis, de l'Allemagne et de l'Autriche.


Principaux résultats

- Le déclassement touche davantage les immigrés que les personnes nées dans le pays. À l'échelle de l'UE, 47 % des immigrés diplômés du supérieur sont soit déclassés dans leur emploi soit sans emploi, contre 30 % de leurs homologues nés dans le pays.
- Les diplômes des pays d'accueil réduisent de 75 % l'écart entre immigrés et personnes nées dans le pays en termes de déclassement à l'échelle de l'UE, et davantage encore en Amérique du Nord, dans les pays germanophones, en France, en Suède et au Royaume-Uni.

Graphique 3.25. Taux de déclassement

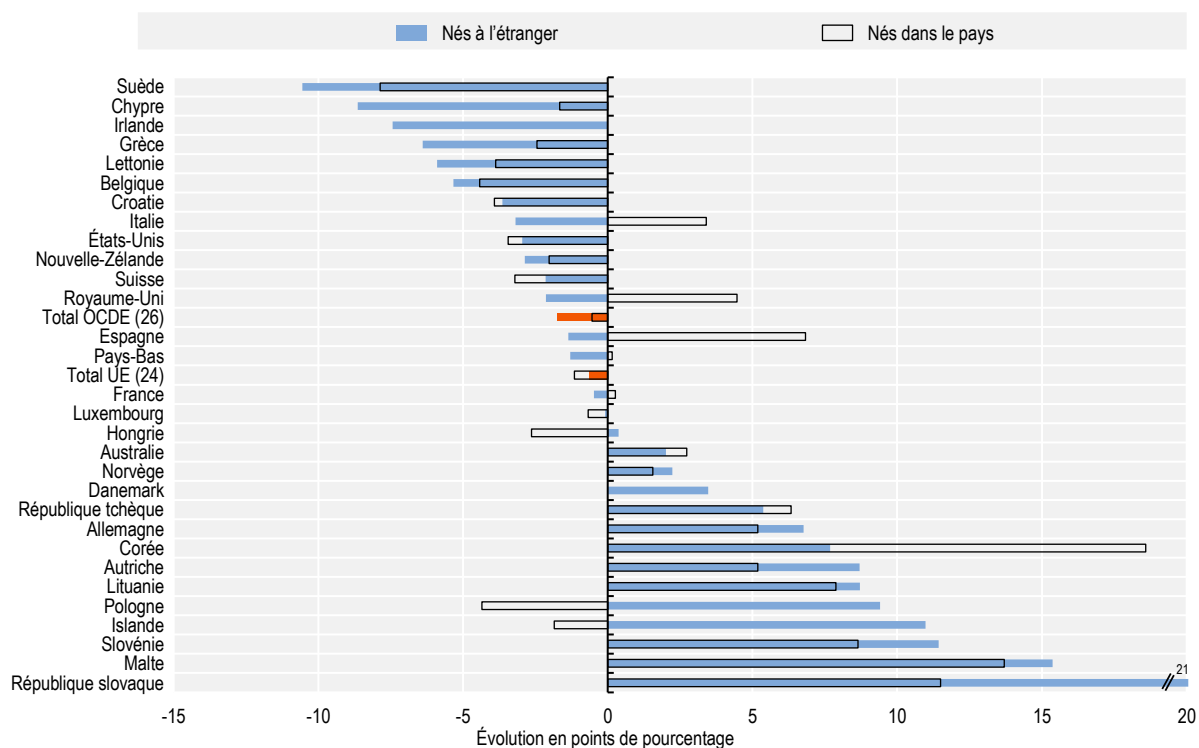
Personnes très qualifiées occupant un emploi, 15-64 ans, 2021



StatLink  <https://stat.link/mpwv9i>

Graphique 3.26. Évolution des taux de déclassement

Personnes très qualifiées occupant un emploi, 15-64 ans, entre 2011 et 2021



StatLink  <https://stat.link/wgah9b>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.

3.13. Travail indépendant

Contexte

Une activité indépendante est souvent un moyen d'éviter d'être marginalisé sur le marché du travail. Lorsqu'il est couronné de succès, le travail indépendant peut aussi être source d'opportunités économiques importantes, pour les immigrés comme pour la société du pays d'accueil.

Les travailleurs indépendants travaillent pour leur propre compte ou créent leur entreprise. Ils sont entrepreneurs, professions libérales, artisans, commerçants et « freelance » (hors agriculture). Le travail indépendant est mesuré selon la part de travailleurs indépendants parmi les actifs occupés.

Dans un peu moins de deux tiers des pays, la part de travailleurs indépendants immigrés est supérieure à celle des natifs – plus de 5 points de pourcentage en Europe centrale et orientale et en Colombie. Les travailleurs indépendants natifs sont plus nombreux en Corée (presque 4 fois plus), au Japon, en Islande, en Italie, en Grèce et dans les autres pays d'Amérique latine. Dans l'UE, les entreprises détenues par des immigrés sont généralement plus petites que celles des natifs. La grande majorité (71 %) n'emploient pas de salariés, contre 68 % des natifs. En Australie, 63 % des entreprises des immigrés sont des entreprises individuelles, contre 61 % des natifs. Il n'y a que dans quelques pays d'Europe centrale et orientale que la part des entreprises des immigrés comptant plus de 11 salariés est supérieure à celle des entreprises de même taille des natifs. Dans l'UE, le travail indépendant est surtout exercé pour des raisons de préférences personnelles, à la fois par les immigrés et les natifs. Toutefois, 30 % des travailleurs indépendants immigrés déclarent ne pas avoir eu d'autre choix, contre 20 % des travailleurs indépendants nés dans le pays. Pour un entrepreneur né à l'étranger sur quatre, la principale source de revenus est constituée d'un seul gros client, alors que ce n'est le cas que pour un entrepreneur né dans le pays sur trois.

Dans plus de deux tiers des pays, le travail indépendant est devenu ces dix dernières années une forme d'activité économique de plus en plus courante pour les personnes nées à l'étranger et nées dans le pays. C'est dans les pays baltes (sauf en Estonie), dans certains pays d'Europe du Sud et en République slovaque que sa progression a été la plus dynamique, à plus de 5 points de pourcentage. La pandémie de COVID-19 a donné un coup de frein à cette progression dans la moitié environ des pays, la part du travail indépendant ayant reculé entre 2019 et 2021 à la fois pour les natifs et les immigrés.

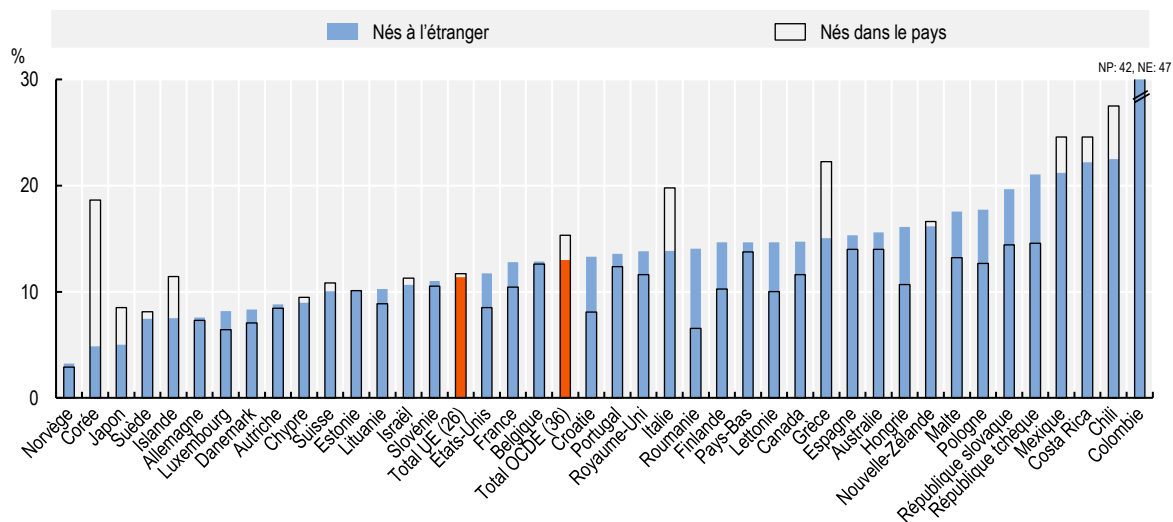
Les obstacles au travail indépendant heurtant les immigrés sont généralement plus importants que chez les natifs. Les immigrés peuvent avoir du mal à s'adapter à l'environnement des entreprises, à la réglementation et à la langue du pays d'accueil. Le temps étant un facteur déterminant pour constituer le capital et les réseaux professionnels nécessaires, le taux de travail indépendant des immigrés récents est inférieur à celui des immigrés installés dans tous les pays (sauf en Lituanie et en République slovaque). Le fait d'avoir un diplôme supérieur aide les immigrés à créer leur entreprise, le travail indépendant étant légèrement plus fréquent chez les immigrés très instruits que chez leurs homologues peu instruits dans l'UE (12 % contre 10 %). C'est l'inverse pour les natifs, le travail indépendant étant plus répandu parmi les personnes peu instruites en Europe du Sud. La part des femmes en activité indépendante est inférieure à celle des hommes presque partout dans le monde, indépendamment du pays de naissance.

Principaux résultats

- Dans deux tiers des pays, la part des travailleurs indépendants dans la population immigrée est supérieure à celle constatée dans la population née dans le pays, excepté en Italie, en Grèce, en Asie et dans la plupart des pays d'Amérique latine.
- Ce sont principalement leurs préférences personnelles qui conduisent les travailleurs vers une activité indépendante. Toutefois, 30 % des immigrés qui travaillent à leur compte déclarent ne pas avoir eu d'autre choix, contre 20 % des travailleurs indépendants nés dans le pays.
- En dépit des conséquences négatives du COVID-19 sur le travail indépendant dans la moitié des pays, il a augmenté parmi les immigrés et les natifs dans l'UE et l'OCDE cette décennie.

Graphique 3.27. Travailleurs indépendants

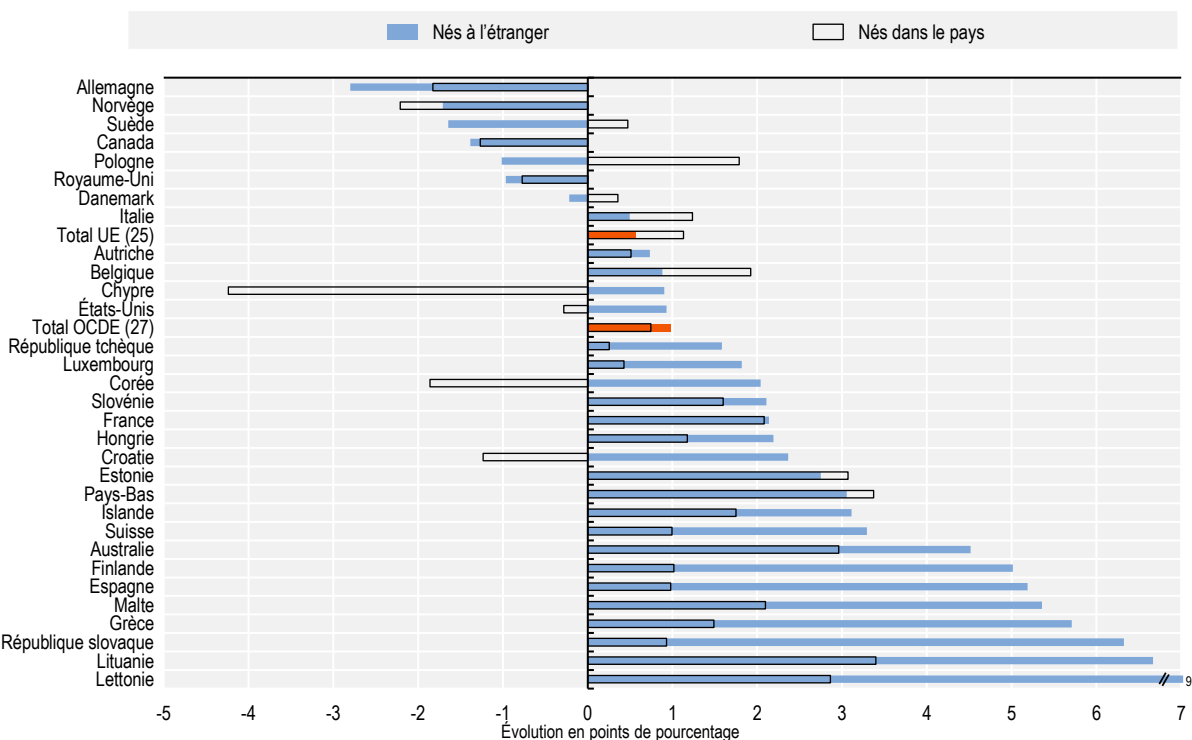
15-64 ans occupant un emploi, hors secteur agricole et personnes suivant une formation, 2021



StatLink <https://stat.link/ugjel3>

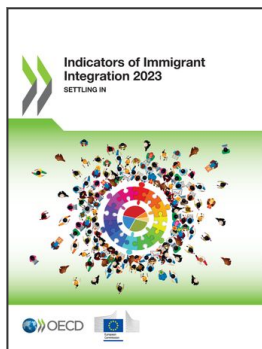
Graphique 3.28. Évolution de la part des travailleurs indépendants

15-64 ans occupant un emploi, hors secteur agricole et personnes suivant une formation, entre 2011 et 2021



StatLink <https://stat.link/m35xel>

Les notes et les sources sont consultables dans leurs StatLinks respectifs.



Extrait de :
Indicators of Immigrant Integration 2023
Settling In

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/1d5020a6-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Commission européenne (2023), « Compétences des immigrés et intégration sur le marché du travail », dans *Indicators of Immigrant Integration 2023 : Settling In*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b755835e-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.